

576

Troisième année, N° 42

Bibliothèque de l'Université
de Liège. — Périodique

Publication hebdomadaire
Un an : 25 frs ; six mois : 15 frs.
Le numéro : 75 centimes

14. JAN. 1924

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM !...

vendredi 11 janvier 1924

Sommaire :

Le témoignage de Paul Claudel

Ce que j'ai vu en Russie Soviétique

Comment Saint Antonin

fut nommé évêque de Florence

La Terre de Vision

Henri Massis

Charles Sarolea

Alexandre Masseron

Robert Vallery-Radot

Les idées et les faits : Chronique des idées : A propos de l'Union des Églises,
J. Schyrgens. — Italie, Louis Picard. — Angleterre.

La Semaine

❧ Quand, pendant la guerre, parfois, on disait « rien à signaler », c'était la guerre tout de même avec son cortège horrible de maux de toutes espèces.

Nous serions tentés de répéter cette semaine : « rien à signaler », mais la situation européenne est toujours aussi grave, toute l'économie du monde reste bouleversée, et l'avenir est toujours également incertain. Chez nous la vie chère a une influence néfaste sur la moralité du pays. En Angleterre le chômage pose de

redoutables problèmes. La politique intérieure de la France n'est guère rassurante (les élections sénatoriales de dimanche ont accusé un léger glissement vers la gauche d'un Sénat, bien plus à gauche déjà que la Chambre). L'état de l'Allemagne est épouvantable et Lénine commande toujours à Moscou !...

« Rien à signaler ». mais l'Europe semble très éloignée encore de « la tranquillité de l'ordre », et on se demande avec angoisse : qu'arrivera-t-il demain ?...

Bruxelles : 38, Boulevard Botanique.

Proseman

CHOCOLAT

D
U
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETS

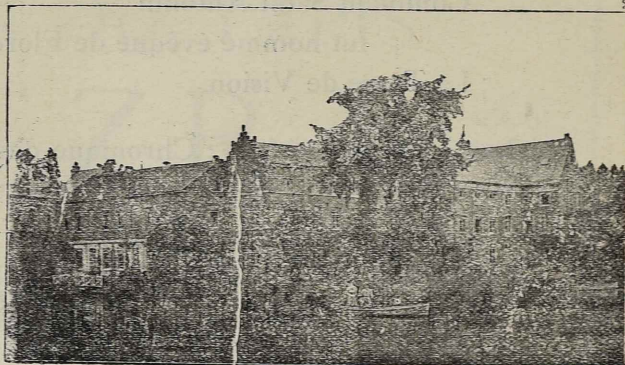
□ □ □ □ □

JULES DE WAELE

Rue Saint Hubert
Woluwe St-Pierre

Téléph. : 32194

Institut **STE-ANNE**



DIRIGÉ PAR LES

SŒURS DE L'UNION AU SACRÉ-CŒUR

situé dans un coin du pays brabançon

à **HØEGAERDE** (près Tirlemont)

*au sein d'un rallon choqué par la nature
entouré d'un parc de 7 hectares*

SECTION MÉNAGÈRE SUPÉRIEURE

SECTION DES LANGUES MODERNES

Chaque élève jouit d'une chambre garnie

Prix de la Pension : 1800 francs

Le témoignage de Paul Claudel ⁽¹⁾

Il semble que depuis la guerre, l'influence de Paul Claudel ait subi une sorte d'éclipse ; il a fallu le cataclysme du Japon pour que certains se souvinsent que l'ambassadeur de France à Tokio était aussi un poète, une des grandes figures littéraires d'aujourd'hui. A cet oubli il y a bien des raisons, surtout d'ordre esthétique. Dans la mesure où l'auteur de *L'Arbre* a subi l'influence du symbolisme, il demeure étranger aux jeunes générations qui se réclament de l'analyse de Proust ; et ceux-là même qui, comme Drieu la Rochelle ou Montherlant, lui empruntent les singularités de son lyrisme ou la matière de ses images, paraissent moins sensibles à ce qui fait le fond de son inspiration, à son exclusive préoccupation religieuse ; car avant même d'être un écrivain, Paul Claudel est « un missionnaire et un apôtre ».

C'est par là qu'il a agi sur la génération qui eut vingt ans aux environs de 1905. Impossible de suivre l'histoire des idées de ce temps-là sans rencontrer cette haute figure énigmatique qui, avec Péguy, donna une nourriture spirituelle aux mêmes jeunes gens qui avaient trouvé chez un Barrès, un Maurras, le sens des réalités françaises. Singulière constellation que celle de ces quatre noms assemblés ; mais si différents qu'ils paraissent, c'est pourtant un fait qu'ils composent le signe sous lequel maints jeunes hommes se sont développés, ont grandi. Péguy, Claudel sont venus en quelque sorte parachever, dans l'ordre religieux, le redressement intellectuel opéré par Maurras et Barrès. Il fut un temps où ces influences si diverses, s'intégraient en quelque sorte dans le besoin auquel elles répondaient — besoin d'héroïsme, de sainteté, dont l'holocauste de la guerre allait produire le témoignage.

Désormais ce qu'elles avaient de contradictoire apparaît davantage. Pour ceux d'entre nous qui leur gardent cette gratitude qu'on doit aux hommes qui furent les « vrais nourrisseurs », une sorte de dissociation s'opère, et cette révision de valeurs ne va pas sans discorde. Mais quel moyen d'accorder l'esthétique de Claudel avec la leçon classique d'un Maurras ? l'agnosticisme de Maurras ou le relativisme d'un Barrès avec la foi d'un Claudel ou d'un Péguy ?

Sans concilier ce qui reste marqué en quelque endroit — esthétique, métaphysique — des troubles et des difficultés où ces écrivains eurent à se former et à produire, il reste que chacun d'eux, à sa façon, a contribué à la renaissance de l'esprit.

De l'œuvre de Paul Claudel, œuvre riche en substance, l'achèvement paraît à certains menacé par les partis pris singuliers et les systèmes bizarres qui l'entravent. A tout le moins, le claudelisme n'est plus un « germe agissant » dans les lettres françaises. Si difficile qu'il soit de l'isoler de la foi religieuse où il puise sa profondeur et sa force, l'étrangeté de sa forme le rend à beaucoup incommunicable et compromet cela

même que son ardeur apostolique souhaite répandre. Les critiques les mieux disposés à servir cette œuvre « pleine de voix que nul ne nous faisait entendre » sont contraints d'y déceler « de vagues puissances d'anarchie et de ténèbres ». « Force nous est, écrit J. de Tonquédec, de constater que, pour une part, elle présente l'aspect d'une beauté qui se cherche et qui n'a point trouvé jusqu'ici un parfait équilibre intérieur ». Mais reste que c'est à cette œuvre que beaucoup doivent la découverte la plus précieuse de leur vie, la découverte de la réalité religieuse, et qu'elle les a délivrés des « idoles », qu'elle a aidé leurs âmes dans la reconquête de la vérité perdue.

Ce sont là des événements de nos vies, de notre propre histoire que nos cadets aujourd'hui sont tentés d'oublier. Inquiets, divisés, incertains, incommodés par une époque agitée et confuse, ils ne peuvent plus imaginer ce que fut pour nous autres la rencontre avec Claudel, avec Péguy. Les jeunes gens qui aujourd'hui reprochent à André Gide de ne point rester fidèle à Lafcadio (il leur donnera satisfaction), ces jeunes gens, dis-je, ne sauraient concevoir ce que furent ces années 1910-1914, où le futur auteur des *Caves du Vatican*, gagné lui-même par ce besoin d'héroïsme, s'écriait en achevant la lecture du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* : « Nous ne vous laisserons pas, Seigneur, que vous ne nous ayez bénis » (1). Cette sainteté qu'exaltait Péguy, semblait à Gide « possible et nécessaire » ; et lui aussi fut touché par ce courant dont Rivière nous dit qu'il « précipita tous les écrivains dans la confiance ».

Et c'est précisément de Gide que Paul Claudel m'entretenait en ce mois de juin 1914, dans ce couvent du Saulchoir où, après les représentations de *l'Otage* à Paris, il était venu chercher l'apaisement de son âme. *Les Caves*, avec leur épigraphe empruntée à *l'Annonce faite à Marie* (2) venaient de paraître. Claudel en souffrait comme d'une indicible blessure, atteint dans son cœur trop aimant ; et songeant au livre de son ami, il prononça avec rudesse ces mots lourd de sens et où s'affirme l'union profonde de l'art et de la vérité : *le mal, ça ne compose pas...*

Paroles qui nous font pénétrer, d'un coup, au plus vif de la philosophie et de l'esthétique de Claudel. Dans la mesure où il tient de la théologie chrétienne que le mal est une privation d'être, une déficience, comment l'artiste qui veut engendrer de l'être, en augmenter la création, pourrait-il construire sur ce néant ?... Et Claudel se souvenait que « l'éveil de l'âme et celui des facultés poétiques se firent en lui en même temps, démentant sans préjugés et ses terreurs enfantines ».

(1) *Nouveaux prétextes*, p. 215.

(2) Cette épigraphe qui figure dans l'édition originale des *Caves du Vatican* a, d'ailleurs, été supprimée dans les éditions suivantes. Il s'agissait de ces paroles de Pierre de Craon, mises ironiquement en tête du III^e livre consacré aux aventures d'Amédée Fleurissoire : « Mais de quel roi parlez-vous, et de quel pape ? Car il y en a deux et l'on ne sait quel est le bon. »

(1) Le deuxième volume des *Jugements* de M. Henri Massis, paraîtra ces jours-ci à la librairie Plon. L'auteur a eu la grande amabilité de réserver à nos lecteurs la primeur du présent article.

Conversion, naissance à la vie poétique, pour Claudel, ce fut un seul et même don de Dieu. Et le retrouvant, chaque soir, à l'office de *Complies*, la tête inclinée sur l'accoudoir de la tribune, tandis que les moines quittaient le chœur au chant de l'*In manus tuas, Domine*, je le voyais par l'imagination, à Notre-Dame de Paris, debout dans la foule, près du second pilier à droite du côté de la sacristie, en cette journée du 25 décembre 1886 où se produisit l'événement qui domina toute sa vie. En un instant, ce jour mémorable, son cœur fut touché et il crut : « Je crus, dit Claudel, d'une telle force d'adhésion, d'un tel soulèvement de tout mon être, d'une conviction si puissante, d'une telle certitude ne laissant place à aucune espèce de doute que, depuis, tous les livres, tous les raisonnements, tous les hasards d'une vie n'ont pu ébranler ma foi, ni à vrai dire la toucher. » Et pourtant sa résistance devait encore durer quatre années : il essaya de tous les moyens et dut abandonner l'une après l'autre des armes qui ne lui servaient à rien. Ce fut la grande crise de sa vie, cette agonie de la pensée dont Arthur Rimbaud a écrit : « Le combat spirituel est aussi brutal que la bataille d'hommes ».

Où, l'homme rude, à la forte encolure, riche de sang, de muscles et de nerfs, l'homme massif aux passions véhémentes, l'artiste sensuel et primitif que je voyais là courbé devant son Dieu n'avait pas dû se rendre sans combat... Son visage et son corps en portaient les marques, qu'éclairaient ces yeux droits et clairs, tout remplis d'un amour si filial, si tendre... L'office du soir à peine achevé, nous rejoignons, dans leur cellule, deux savants dominicains que Claudel était venu consulter sur l'argument théologique d'un *Paradis* qui sera le poème de sa vieillesse. Pendant la guerre, les Allemands ayant envahi la province de Tournai, Claudel trembla pour les notes qu'il avait laissées au Saulchoir ; mais le couvent fut respecté, les papiers retrouvés intacts ; auront-ils échappé au désastre de Tokio ? C'étaient des commentaires de la *Somme*, des *Questiones disputatae* de Jean de Saint-Thomas, des interprétations de la Bible — et notamment de ces images si fréquentes « où la matière de tout est rassemblée en une seule eau ». L'eau, voilà pour Claudel l'élément paradisiaque ; et le poète que certains accusèrent de manquer de respect à l'endroit des textes sacrés, était venu dans ce couvent solliciter humblement le conseil de théologiens sur l'emploi qu'il lui était permis d'en faire. Mais je l'entends encore nous dire : « Oui, laissons bien tranquillement où elles sont à jamais les paroles de Vie sous prétexte de respect, ce mot absurde ! La vie n'a pas tant de ménagements et ce qui est agréable à Dieu ce n'est pas le respect, l'attitude du pharisien qui se tient à distance respectueuse, c'est le besoin. La familiarité est toute naturelle avec un Père. »

* * *

Son œuvre baigne tout entière dans cette familiarité divine ; et Claudel a horreur de ce respect libéral qui lui semble une forme de lâcheté ! On sait comment il parle de Hugo, de Michelet, de Nietzsche, de Kant, de Renan et « autres bonzes ». Il ne peut contenir un sentiment de colère et d'indignation en songeant « au mal que tous les hideux birbes du dix-neuvième siècle ont fait à des quantités d'innocents qui, grâce à eux, ont péri dans le désespoir et les ténèbres ». Voilà ce que, étant catholique, Paul Claudel ne saurait pardonner. « Leur influence, nous disait-il un jour, inexplicable par autre chose que cette mystérieuse fascination de la sottise dont parlent les Livres saints, a été plus funeste pour la civilisation, et pour le mouvement de l'art, de la science et de la pensée, que les ravages des Turcs, des anabaptistes et des luthériens.

C'est cette tyrannie dégoûtante dont le joug est encore sur nous et dont nous devons à tout prix nous débarrasser. »

Propos qui aujourd'hui étonnent et scandalisent certains, quand ils les trouvent sous la plume d'un Claudel, d'un Léon Daudet. C'est qu'ils n'ont pas fait leur expérience, cette expérience qui nous rend plus proches de cette génération que de celle qui nous suit, ignorante de nos épreuves. Ce Claudel, à quinze ans, dès son entrée à Louis-le-Grand, il avait perdu la foi qui lui semblait « inconciliable avec la pluralité des mondes (!) ». La lecture de la *Vie de Jésus* de Renan avait fourni de nouveaux prétextes à ce changement de convictions que tout, autour de lui, facilitait ou encourageait. A dix-huit ans, il croyait donc ce que croyaient la plupart des « gens cultivés » de l'époque. Il acceptait l'hypothèse moniste et mécaniste dans toute sa rigueur. Tout cela lui semblait d'ailleurs fort triste et fort ennuyeux. Quant à l'idée du devoir kantien, que lui présentait son professeur de philosophie Burdeau, le Bouteillier des *Déracinés*, jamais idée morale ne lui causa plus vive répugnance...

Où une jeune âme eût-elle alors trouvé où se prendre ? Au dehors, tout ce qui avait un nom dans l'art, la science et la littérature était irrégulier : « Que l'on se rappelle, dit-il, ces tristes années quatre-vingts, l'époque du plein épanouissement de la littérature naturaliste. Jamais le joug de la matière ne parut mieux affermi... Tous les (soi-disant) grands hommes de ce siècle finissant s'étaient surtout distingués par leur hostilité à l'Église. Renan régnait. »

Et comme Léon Daudet, Claudel est entré dans la vie un baiser de Renan sur le front. Renan présidait, en 1883, la distribution des prix du lycée Louis-le-Grand et les deux jeunes gens, brillants élèves, furent couronnés de ses mains. Singulière rencontre et où l'historien des idées de ce temps verra comme une sorte de symbole ! Car on sait les sentiments d'un Daudet, d'un Claudel, à l'endroit de Renan. D'où vient que ces deux hommes si divers ne se souviennent plus de cette apothéose de leur dix-huitième année qu'avec une sorte de rancune et qu'elle ne leur inspire qu'un violent sursaut ?

Claudel sortit du lycée plein de trouble, d'inquiétude ; puis il suivit les cours de l'École des sciences politiques pour se préparer aux consulats. Il fréquentait, par ailleurs, les milieux littéraires, nouant mille amitiés précipitées, hasardeuses ; c'est ainsi qu'on le vit quelque temps chez Mallarmé, aux fameux mardis de la rue de Rome, où se réunissait alors l'élite de la jeune génération symboliste. Mais Claudel n'y joua qu'un rôle effacé et les intimes du maître ne se souviennent de lui que comme d'un jeune homme « fort farouche qui restait dans son coin, tout seul et sans dire un mot ».

L'idéalisme, à quoi se complaisait un Mallarmé, n'était guère fait pour retenir Claudel. Comme l'a justement noté Daniel Halévy : « Claudel est trop violent, trop charnel. L'invention des idées et des mythes est un amusement, et Claudel ne s'amuse pas. Il ne s'intéresse pas à la pensée pure... Il s'intéresse à l'âme, au cœur qui est un muscle où le sang afflue et bat, une bouchée de chair haletante ». Son lyrisme, lui-même, a quelque chose de charnel, ses images ruissellent d'une sensualité qu'il lui a fallu dompter à force de volonté...

Claudel a fait de sa foi une arme redoutable : il se jette sur nous « avec la même impétuosité que son Dieu, il réclame tout de nous, il veut nous enflammer tout entier, il n'est pas une parcelle de nous qu'il renonce à accaparer » (1). Ah ! il faisait

(1) JACQUES RIVIÈRE, *Études*.

beau voir l'indignation de Claudel, quand, à propos de ses drames, certains critiques employèrent des mots comme « croyance naïve » ou « foi d'un autre âge ». C'était après la représentation de *l'Otage*, et les grands arbres du Saulchoir furent les témoins de cette colère.

« A entendre ces incrédules, nous dit-il, et qui s'arrogent comme de droit l'intelligence et la raison, la foi serait d'un certain temps de l'histoire, tout comme elle appartiendrait à une certaine époque de la vie personnelle. Ce temps accompli, on l'appelle moyen âge, cette saison de la vie humaine n'est autre que l'enfance. Un catholique, à leurs yeux, est une sorte de personnage échappé des vieux mystères et balbutiant de puéres légendes. L'incrédulité, elle, apparaît comme un haut lieu (ne dit-on pas les glaciers de l'intelligence ?) réservé aux héros de l'esprit ; pour les autres, ils trouvent un asile convenable dans les domaines légendaires et fleuris d'une demi-imbécillité.

» D'aucuns vont même jusqu'à souhaiter de parvenir à un état si reposant. Soucieux de quiétude et d'un peu d'idéal, ils vous confient tristement : « Comme j'envie l'homme qui a la foi ! » Entendez : comme cette bienheureuse stupidité où je l'imagine m'appariait avantageuse et qu'il doit être agréable de ne plus sentir cet « affreux tourment de la pensée » ! N'allez pas dire à ceux-là que la foi apporte à l'être une vérité travaillante, une discipline qui l'oblige continuellement à l'effort, car il y va de sa vie même : ils ne vous croiraient pas. » Et après un silence, Claudel continua :

« Bien qu'on en ait, une conversion est toujours un fait inquiétant et, pour le moins, inconfortable. La foi d'un catholique n'est pas une chose indifférente : elle est une menace directe et personnelle pour la sécurité de celui qui ne la partage point. Car si, par hasard, ce que croit Pierre qui est, après tout, un homme comme moi et qui a lu les mêmes livres, venait à être vrai, il en résulterait pour Paul des conséquences on ne peut plus désagréables à envisager. Il faut donc absolument trouver une cause à ce phénomène de la foi et surtout de la conversion. La plus simple est celle d'une obnubilation de facultés intellectuelles qui fait tout à coup prendre à l'infortuné converti des vessies pour des lanternes...

» Si cependant on voulait examiner d'un esprit libre de préjugés les choses telles qu'elles sont, on dégagerait aussitôt cette première évidence : c'est qu'il est infiniment plus facile de ne pas croire que de croire. Le monde sensible nous presse de tous côtés : il est simple de ne rien voir par delà. Des instincts puissants nous commandent : il est on ne peut plus commode d'y obéir. Un catholique, au contraire, vit dans un monde et dans une réalité où il se trouve obligé à un continuel effort. Il doit tendre absolument à subordonner ce qui est inférieur dans sa nature à ce qui lui est supérieur : *il vit d'après des principes*, ce qui est la définition même d'une vie raisonnable. Ces principes ne sont pas déterminés par son caprice, ce qui leur ôterait toute espèce de sérieux et d'autorité, mais par Dieu lui-même, dont il n'est aucunement absurde de penser qu'étant Créateur, il est également Législateur, et que, nous ayant conféré ce grand bien de l'existence, il peut nous donner ce bien plus grand encore d'une vie où nos fins se trouvent pleinement atteintes.

* * *

» Cette vie chrétienne et raisonnable n'est nullement facile. Elle n'est pas facile au point de vue pratique, et elle l'est encore moins pour le converti qui a perdu les bénéfices de l'habitude... De même pour l'intelligence et pour l'imagination : la pensée

d'être désormais limitées dans leurs ébats et de se trouver enserrées dans le cadre qu'imposent la foi, la morale et la charité à l'égard du prochain, a tout d'abord quelque chose d'effrayant. Plus tard seulement apparaissent les avantages immenses qui sont la compensation de cette discipline salutaire.

Ces avantages que Claudel trouve dans sa foi pour son art, il nous les résumait, le matin même de cet entretien mémorable, dans la grande maxime qui se traduit par ces vers de l'*Hymne au Saint Sacrement* que nous venions d'entendre à la messe : *Quantum potes, tantum aude !*

« Voilà, nous dit-il (1), la grande force, la grande doctrine, la grande école d'énergie qui a fait l'Europe ce qu'elle est, qui fait que nous sommes des Européens et non pas des Hindous ou des Chinois.

« La force du christianisme, tout d'abord, c'est qu'il est un *principe de contradiction*. Ses exigences, en apparence, déraisonnables, sont les seules cependant qui soient réellement à la mesure de nos forces et de notre raison. Elle ne titillent rien, elles sont catholiques, c'est-à-dire universelles, elles appellent à l'homme tout entier : son intelligence, sa volonté et sa sensibilité. Elles nous obligent à un état permanent de mobilisation contre les passions, contre le doute facile et pour cette guerre perpétuelle nous n'avons pas trop de toutes nos facultés...

« Ce principe de contradiction est également nécessaire à l'art. Seul il donne le moyen de *composer* ; le conflit essentiel que le christianisme anime en nous, c'est le grand ressort, comme il est la grande ressource de notre vie morale et sociale. Il ne nous permet pas la paix, il ne nous permet pas les attitudes, il ne nous permet pas la complaisance et la satisfaction.

» La seconde supériorité du christianisme, c'est qu'il nous propose un objet extérieur et réel, non pas une idée plus ou moins arbitraire que nous modifions à notre gré et qui n'est jamais qu'une idole, « cette chose faite et qui n'est jamais née », non pas une idée, mais un être vivant, autonome, et précis comme nous, sur qui nous savons que repose la divinité, et auquel nous sommes joints par des responsabilités et par un commerce intérieur et journalier. Cette religion, au point de vue de l'art, a deux avantages. Le premier est qu'en nous obligeant chaque jour à rentrer en nous-mêmes, à prier, à passer nos actions en revue, à les comparer à ce haut idéal qui nous est proposé, en découpant notre épiderme de cette crasse qu'y dépose la vie journalière, en suscitant en nous les mouvements les plus profonds de tendresse et d'affection, elle donne à notre vie intérieure une élasticité, une délicatesse qui font tristement défaut aux œuvres les plus vantées de ce dix-neuvième siècle qui vient de finir. Le second avantage est que, en augmentant nos ressources intérieures, elle nous empêche cependant de nous en contenter comme d'une fin et de nous complaire dans une introspection stérile. Nous savons que ce n'est pas nous qui sommes intéressants, c'est le but que nous sommes construits pour atteindre et pour manifester, chacun à notre manière. Ce qu'il y a en nous, ce ne sont pas des choses inertes dont il nous est loisible de faire inventaire et parade, ce sont des forces que nous devons exercer suivant toute leur puissance et au delà, pour un combat où la défaite est payée de plus que la mort. Est-ce en regardant la forme de son pied, de son genou, de sa cuisse, en mesurant

(1) Cette partie de notre entretien, Claudel l'a lui-même rédigée, dans une lettre adressée au directeur du *Temps*, à son retour à Hambourg ; elle parut quelques jours avant la déclaration de guerre.

son tour de poitrine qu'un coureur se rendra compte de ce qu'il peut donner ? Ou, plutôt, n'est-ce pas en courant ? De même, toutes nos facultés nous demeurent comme inconscientes, et parmi tous nos vains tracés nous avons cette sensation de néant qui accompagne l'oisiveté, si nous n'embrassons pas cette Croix qui nous tend de toutes parts jusqu'à l'extrême. »

Telle est la pensée de Paul Claudel. Peut-être verra-t-on, à travers ces propos, quelle fut la force de sa prise, et l'influence que ce grand lyrique exerça sur notre génération. « Il ne faut pas qu'il y ait de malentendus entre Claudel et moi », disait souvent Péguy. Peut-il y en avoir entre Claudel et ceux qui lui doivent d'avoir vu la première lueur de vérité ? Car nombreux sont ceux qui peuvent dire de l'auteur de *Partage de midi* cela même qu'il a écrit des livres d'Arthur Rimbaud : « Pour la première fois, ils ouvrirent une fissure dans mon bague matérialiste et me donnèrent l'impression vivante et presque physique du surnaturel. »

HENRI MASSIS.



Ce que j'ai vu en Russie soviétique (1)

Moscou, capitale du Communisme

Je n'ai pas besoin de m'excuser auprès de mes lecteurs en leur présentant les impressions que m'a laissées une récente visite dans la Russie des Soviets. Sans doute un grand nombre d'impressions similaires ont vu le jour dernièrement dans la plupart des langues européennes ; mais presque tous les voyageurs qui ont publié leurs souvenirs, étaient purs de tout contact préalable, soit avec l'histoire de la Russie, soit avec la langue et la littérature russes. Comme j'étudie les pays slaves depuis trente-cinq ans et que j'ai écrit quatre volumes sur des sujets russes, je puis peut-être prétendre parler avec quelque connaissance « de première main », et avec quelque autorité.

Je n'ai pu, comme je l'avais fait dans de précédentes occasions, visiter chaque partie du vaste continent russe, mais j'ai essayé de tirer le meilleur parti des quelques semaines dont je disposais. J'ai discuté avec les principaux membres du Gouvernement, avec le Secrétaire des Affaires étrangères, M. Tchitchérine, avec M. Krassine, avec le Contrôleur général de la Banque d'Etat, avec les chefs de la Presse gouvernementale, avec cet extraordinaire agitateur, cette personnalité « explosive », M. Radek, génie incarné de la Propagande soviétique. J'ai été invité avec le Corps diplomatique à des revues militaires. J'ai assisté à plus d'une controverse religieuse. J'ai visité des écoles modèles en ville et à la campagne. J'ai fréquenté les cabarets et les tripots. Bref, j'ai fait mon possible pour m'acquitter consciencieusement, et non sans risque personnel, de mon devoir d'investigateur impartial.

C'est il y a dix-huit ans que je visitai Moscou pour la première fois. En 1905 je vis l'effondrement soudain de la première révolution. Cette année-ci, j'ai été témoin du lent déclin de la seconde. En 1905 Moscou était encore une ville de province. Aujourd'hui elle est la capitale du Bolchévisme international et la population s'est élevée à deux millions et demi d'habitants. Bismarck qui était un excellent juge des affaires russes et qui a failli entrer au service de l'Etat russe, proclamait que Moscou était la plus belle et la plus originale des cités. J'incline à penser comme le Chancelier de fer. Moscou conserve sa

personnalité frappante même dans son présent état de dégradation. Elle est encore la ville des églises d'or et des palais gigantesques. Elle est encore la métropole de la Sainte Russie, la Mecque de la foi orthodoxe. Elle est toujours le carrefour de l'Orient et de l'Occident. Elle est toujours pour un tiers européenne et pour deux tiers byzantine et asiatique.

Extérieurement le changement est petit. Les aigles des Romanov ornent les tours des églises. Vous continuez à rencontrer dans les rues les mêmes types familiers. Vous continuez à débattre le marché avec les mêmes *Izvoztchiks*, revêtus de leur ancienne livrée, et en jouant la comédie de la flatterie amicale vous parvenez à abaisser le prix de 3 shillings à 9 pence. C'est un fait remarquable, soit dit en passant, que l'*Izvoztchik* de Moscou, qui généralement reste un paysan conservateur, un peu simple d'esprit, n'ait pas réussi à se concilier la sympathie du gouvernement des Soviets, et que les huit mille cochers de voitures en été, les douze mille conducteurs de traîneaux en hiver, ne soient pas groupés en un syndicat, mais livrés à la merci de la loi de l'offre et de la demande et à la concurrence la moins contrôlée.

Il y a encore autant de soldats qu'avant la guerre, bien que leur longue houppe et leur bonnet formidable leur donnent un air plus redoutable et plus oriental. Il y a beaucoup plus de fonctionnaires qu'avant la guerre. Et il y a aussi plus de mendiants dans les rues. La misère est générale et lugubre. L'immense majorité des gens sont en haillons. En Allemagne le touriste doit faire attention pour découvrir la misère, parce que celle-ci a honte d'elle-même et essaie de se cacher. Ici, à Moscou, la misère et la saleté s'étalent partout. Évidemment la ruine des classes supérieures n'a pas apporté le bonheur aux classes inférieures. Toutes les classes ont été réduites au même niveau de pauvreté. Dans les trams surchargés vous rencontrerez rarement un homme vêtu d'un costume décent. En revenant du théâtre, à minuit, vous trouverez les rues sombres pleines de milliers de petits enfants et de vieilles femmes vendant des lacets de bottines, des cigarettes, du pain et des pommes.

J'ai toujours essayé de découvrir un point qui puisse être invoqué en faveur du présent système. En vérité, j'aurais été heureux de jouer le rôle de l'« avocat du diable ». Une considération apparemment favorable au gouvernement était que les rues du centre de la ville étaient beaucoup plus propres qu'avant la guerre. Le gouvernement avait employé une foule de chômeurs à nettoyer les artères principales, fréquentées par les étrangers. Cela n'entraîne pas un supplément de charge pour les autorités, vu que le nettoyage se fait aux dépens des occupants des maisons. Une seconde considération en faveur du gouvernement des Soviets semblait être la relative sécurité de la vie et de la propriété. Comme le gouvernement des Soviets, pour continuer à subsister, a besoin d'une force de police puissante, il est naturel que la police s'acquitte de son devoir primordial qui est de faire observer l'ordre et la loi. Et comme le gouvernement est le maître suprême de la vie et des biens, il n'est pas disposé à tolérer la moindre plaisanterie de la part de cambrioleurs opérant pour leur propre compte. La soirée russe commence à minuit et généralement je retournais chez moi dans les heures tardives du matin, à travers les rues sombres et les faubourgs excentriques. Je n'ai jamais été molesté. Il serait prématuré cependant de conclure que la sécurité est plus grande, ou même aussi grande, qu'elle n'était avant la guerre. La légation étrangère dans laquelle je demeurais, a été, pendant les derniers dix-huit mois, envahie cinq fois par des brigands. Dans la dernière attaque, un membre de la légation fut blessé et un malfaiteur tué. Encore maintenant, chaque nuit, tous les membres de la légation montent la garde à leur tour. Le train international de Varsovie à Moscou dans lequel j'ai voyagé, a été attaqué deux fois par des bandits durant ces derniers mois et tous les voyageurs ont été dépouillés de leur argent et de leurs bagages.

Il faut noter que, tandis qu'il règne une sécurité relative dans les rues de Moscou, la manière dont on rend la justice en Sovdépia n'est pas tout à fait comparable à la nôtre. Je n'ai pas visité les tribunaux, mais j'ai en quelques clartés sur l'administration de la justice rien qu'en lisant les journaux soviétiques. Pendant que j'étais à Moscou, on était très occupé d'une cause sensationnelle. Vingt employés des bains les plus populaires et les plus luxueux de la capitale étaient accusés d'avoir introduit des prostituées dans l'établissement. Comme les bains sont fréquentés par des milliers et des milliers de citoyens, le scandale ne put être étouffé. La plupart des accusés furent condamnés à des peines de prison allant de trois à cinq ans. Mais en considération du fait qu'ils avaient des principes communistes inattaquables, et, en outre, en considération du fait qu'ils étaient d'origine prolé-

(1) M. Charles Saroléa, professeur à l'Université d'Edimbourg, a publié deux articles remarquables dans *Le Flambeau*. Nous devons à l'obligeante courtoisie de M. Henri Grégoire, le très aimable directeur de cette revue, de pouvoir les reproduire. Qu'il veuille recevoir ici l'expression de nos vifs remerciements.

rienne et que c'était leur premier délit, les condamnés bénéficièrent de la loi sur la condamnation conditionnelle (*First Offender's Act*) et furent immédiatement relâchés.

Il y a un autre aspect de la vie russe que j'avais espéré pouvoir invoquer en faveur des autorités soviétiques : je fais allusion au problème de l'alcoolisme. Il est exact que la prohibition de la vodka a été faite par le gouvernement tsariste, mais les autorités soviétiques ont du moins le mérite de l'avoir maintenue. En ce qui concerne la vente de la vodka, la Russie est encore aujourd'hui un pays « sec ». Et certainement on voit vraiment peu d'ivrognes dans les rues. J'ai été frappé néanmoins par le nombre énorme des cabarets. Je me suis laissé dire qu'il y en avait plus de deux mille à Moscou. Dans certaines rues, une maison sur deux était une *Pivnaja* ou brasserie. Des touristes étrangers hésitent à en franchir le seuil, car le milieu est repoussant et l'atmosphère nauséabonde. J'essayai de vaincre ma répugnance et je visitai fréquemment ces *pivnajas*, car nulle part ailleurs on ne peut mieux observer le prolétariat russe. Je n'ai jamais vu de ma vie une pareille ivrognerie. Seulement, les ivrognes étaient assez sages pour rester dans la brasserie jusqu'à ce qu'ils eussent euvé leur boisson et jusqu'à ce qu'ils pussent affronter impunément les policiers. C'est la raison pour laquelle on voit si peu d'ivrognes dans les rues. Si l'on considère que des centaines de milliers de travailleurs fréquentent ces locaux, que la bière coûte cher à Moscou plus qu'à Londres, qu'un verre de bière forte coûte de 8 à 9 pence en monnaie anglaise, on comprendra pourquoi tant de milliers d'enfants et de femmes encombrèrent les rues de Moscou à minuit.

J'ai dit la terrible misère du prolétariat. Encore pire est la situation de la classe moyenne. Je ne sais pas si la nouvelle bourgeoisie communiste, le million et demi d'employés qui constitue la bureaucratie bolchéviste, jouit de plus d'aisance qu'auparavant. Mais l'ancienne classe moyenne est infiniment plus misérable. Elle n'a certainement pas d'argent de trop à dépenser en boisson. J'ai rendu visite à un très grand nombre de mes collègues de l'Université et de membres de la vieille aristocratie. Je les ai invariablement vus pendant la nuit afin que ma visite ne les compromît point aux yeux des puissants du jour. La plupart d'entre eux vivent misérablement dans une ou deux chambres. Un professeur d'université gagne en moyenne trois livres par mois. Il ne parvient à s'en tirer qu'en vendant ses « pénates » et en faisant de temps en temps du travail supplémentaire pour le gouvernement. Telle est la suspicion dont sont victimes les anciens professeurs d'université, qu'il leur est vraiment difficile d'obtenir que leurs enfants soient admis comme étudiants dans les universités où eux-mêmes enseignent. La plupart des places sont réservées à des garçons et à des filles de principes athées et bolchévistes « approuvés ». C'est à ce point qu'à l'université de Moscou, quatre-vingts pour cent des étudiants en médecine sont des communistes juifs.

La majorité de la classe moyenne et de l'aristocratie est ainsi réduite à la mendicité ou à des besognes serviles. Le jour de mon arrivée à Moscou, tandis que je traversais en auto le centre de la ville, j'avais remarqué parmi la foule un vieux militaire dont l'extérieur me frappa : c'était le type du colonel ou du général de l'ancien régime. Le lendemain je le vis mendier dans une des principales rues. Plus d'une fois je rencontrais des dames faisant le métier de serveuses dans des cabarets ou des restaurants populaires. Je trouvais une belle jeune femme à l'expression pathétique luttant avec un ivrogne : « C'est à devenir folle ici », me dit-elle. Une autre fois je félicitai une serveuse à l'aspect vraiment distingué de son parfait accent français. « Je n'ai aucun mérite à bien parler le français, me répliqua-t-elle, car je n'ai pas parlé d'autre langue dans mon enfance. » Je découvris que cette serveuse si distinguée était la comtesse Bobrinski, un des grands noms de l'aristocratie russe.

Panem et circenses : « Du pain et des jeux », tel était le mot d'ordre des Césars à la veille de la chute de l'Empire romain. Moins fortunés que Tibère et Néron, les gouvernants bolchévistes ne peuvent pas fournir assez de pain aux travailleurs. Mais du moins peuvent-ils encore leur donner les « Circenses » qui leur étaient fournis par l'ancien régime tsariste. Comme il arrive souvent, pour le peuple de Moscou, le superflu est devenu plus nécessaire que les nécessités de la vie. Les théâtres poursuivent leur ancienne voie. Le « Ballet russe » peut être contemplé à Moscou, deux fois par semaine, dans toute sa gloire. Le Théâtre d'Art continue ses audacieuses expériences. Au Grand Opéra, j'ai vu Wagner dans une mise en scène entièrement nouvelle. Le Théâtre Dramatique jouait simultanément Shakespeare, Bernard Shaw et Oscar Wilde. Un fauteuil d'orchestre coûte de dix à quinze shillings. Mais si l'étranger paie de hauts prix, la masse des auditeurs paie peu

ou rien. Un grand nombre de sièges libres sont réservés aux fonctionnaires bolchévistes. Si l'on songe aux sujets de la plupart de ces opéras, ballets et drames, on ne peut s'empêcher d'être frappé par ce curieux paradoxe qui veut que les auditeurs bolchévistes soient transportés chaque nuit de leurs milieux bolchévistes dans un monde aristocratique de rois héroïques et de galants chevaliers, dans un monde romanesque. Un soir, le Ministre des Affaires étrangères, M. Tchitchérine, m'avait invité à entendre dans sa loge une remarquable représentation de *Lohengrin*. Je lui fis remarquer que la plupart des pièces représentées dans les théâtres bolchévistes menaient indubitablement, à mon avis, une propagande anti-bolchéviste. M. Tchitchérine me répondit fort courtoisement qu'on ne pouvait condamner un chef-d'œuvre de la musique sous prétexte que son auteur n'avait pas prévu le Bolchévisme. J'en convins ; mais le paradoxe n'en subsiste pas moins : l'atmosphère de la plupart des représentations dramatiques n'est point en harmonie avec le système communiste.

Le fait est que les gouvernements bolchévistes ont longtemps caressé l'espoir de se servir du théâtre pour leurs projets. Mais jusqu'ici tous leurs efforts ont échoué. Je suis allé voir un des théâtres bolchévistes, le Théâtre de la Révolution. Il jouait un drame « cubiste », *Spartacus*. Du point de vue communiste, la représentation était décevante et allait à l'encontre de son but. Spartacus, le chef de la Guerre sociale, périt dans sa tentative. L'esclave romain retomba plus profondément que jamais dans son esclavage. Cependant les chefs bolchévistes ne se découragent pas. Un grand comité a étudié récemment la manière d'utiliser le cinéma pour fortifier les citoyens dans la vraie foi. Je crains qu'à l'usage, le Cinéma ne rende pas plus de services que le Théâtre. Même si le public pouvait être amené à contempler les films bolchévistes, la production de pareils films coûterait des sommes énormes. Et la caisse gouvernementale est vide. La plupart du temps les cinémas de Moscou ne donnaient que des films américains, sensationnels et à bon marché.

A mon arrivée à Moscou, je n'allai pas à l'hôtel : j'eus le privilège de jour de l'hospitalité d'une des légations étrangères où j'occupai, en son absence, les appartements du Ministre. A son retour, je descendis dans une grande hôtellerie soviétique de deux cents chambres. La plupart des anciens hôtels ont été transformés en bureaux du gouvernement. Les quelques hôtels restants ont été nationalisés. Ici de nouveau, comme pour les théâtres, les frais sont calculés d'après ce principe que l'étranger doit payer pour les fonctionnaires des Soviets qui ne payent rien. Le prix de ma chambre était d'environ un livre par jour. Je ne puis dire que le confort de ce palais communiste était en proportion de ces prix élevés. J'ai dû attendre vingt-quatre heures avant d'obtenir une table de toilette dans ma chambre. Pendant dix jours je n'ai eu à ma disposition qu'une seule serviette et j'ai dû nettoyer mes bottines. Il n'y avait pas de restaurant et j'avais à pourvoir à ma subsistance. L'étonnant était que les nombreux garçons qui considéraient comme au-dessous d'eux de rendre des services mercenaires, ne considéraient pas comme indigne de demander des pourboires. A mon départ, l'Ober me demanda si je n'allais pas lui donner une « gratification ». Je lui répondis que, comme il n'avait rien fait pour moi, je ne voyais pas pourquoi je devrais lui donner un pourboire. Il est vrai que dans le paradis bolchévique, des « travailleurs » sont souvent payés sans faire aucun travail. . .

Avant la guerre, le visiteur de Moscou faisait sa première visite au Kremlin. Le Kremlin reste encore le monument le plus étonnant de la Sainte Russie. C'est un abrégé de quatre siècles d'histoire russe. C'est une cité dans la cité, c'est une citadelle et un arsenal, un mélange de palais et de bâtiments publics, de sanctuaires et de monastères. Aujourd'hui, le Kremlin, siège du gouvernement, est jalousement gardé par les soldats des Soviets et n'est pas ouvert au grand public. J'ai cependant obtenu de le visiter avec quelques membres de la Mission britannique, sous la conduite de deux fonctionnaires juifs. Il est remarquable que nous n'ayons pas été autorisés à voir une seule église, bien que les vieilles églises soient les seules choses à voir au Kremlin. C'est une curieuse confirmation de ce fait que, si l'on voyage en Russie par ses propres moyens, on n'est autorisé à voir que ce que les autorités soviétiques désirent que l'on voie. Dans la République de l'Antéchrist où les écoliers doivent faire profession publique d'athéisme, les églises chrétiennes sont *tabou*. Dans cet ordre d'idées il est intéressant de rappeler un autre fait. En dehors du Kremlin il y a un sanctuaire fameux : celui de la Vierge Ibérienne, devant lequel un orthodoxe russe encore aujourd'hui ne passe pas sans se signer. Devant le sanctuaire, les autorités soviétiques ont fait mettre en lettres immenses cette inscription : « La religion est l'opium du peuple ». Dans un ou-

vragé récent, M. Trotzki recommande le cinéma comme l'antidote le plus efficace contre le poison chrétien.

Je ne puis clore ces impressions sans rappeler ce qui fut durant cet été la grande attraction de Moscou, c'est-à-dire l'Exposition panrusse. Il faut avouer que l'achèvement, en peu de mois, des vastes bâtiments de l'exposition a été un triomphe d'organisation rapide. C'était seulement une exposition nationale et agricole et très peu de firmes étrangères (presque toutes allemandes) y ont participé. Mais comme la Russie est surtout un pays agricole, cette exposition donnait un excellent tableau de la vie et des ressources de l'empire. Son édification caractérise les méthodes du gouvernement actuel. On m'a dit que le bois et en général les matériaux des bâtiments avaient été réquisitionnés. On m'a dit également que les entrepreneurs n'avaient pas été payés et que ceux qui avaient réclamé trop bruyamment un paiement immédiat avaient été emprisonnés. Il n'en est pas moins vrai que cette exposition était un miracle de propagande. Elle faisait autant d'effet que n'importe quelle Potemkinade de l'ancien régime. Afin d'attirer les étrangers, les rigoureuses formalités de passe port s'étaient relâchées. Sur mon passeport diplomatique on mentionnait que j'étais admis en Russie comme hôte de l'Exposition. En réalité très peu d'étrangers l'ont visitée. Néanmoins elle a atteint un de ses buts principaux. De toutes les parties de la Russie, en effet, villes et villages ont été obligés d'envoyer à leurs frais des centaines de milliers d'enfants et de paysans. Et l'Exposition fut montrée à des centaines de milliers de personnes comme une preuve tangible de la prospérité qui a été atteinte sous le nouveau régime et de la politique éclairée des gouvernants.

Petrograd ou la ville qui meurt

Le train le plus confortable des Chemins de fer de l'Etat soviétique vous transporte en une nuit de Moscou à Petrograd. Tandis que dans le train international roulant trois fois par semaine entre Varsovie et Moscou, il n'y a qu'un wagon-lit, avec une demi-douzaine de voyageurs, en dépit de l'attraction de l'Exposition, au contraire, dans le train Moscou-Petrograd, il y a trois wagons-lits, la plupart du temps remplis de fonctionnaires bolchévistes. Et le train de Moscou à Petrograd n'est pas seulement le plus confortable, il est aussi le plus rapide. En quelques heures on peut se croire passé dans une autre société. On me soupçonne peut-être d'avoir poussé trop au noir la peinture de Moscou. Mais comparée à Petrograd, Moscou apparaît comme une terre promise. Ce n'est qu'à Petrograd que l'on peut observer dans leur plénitude les effets catastrophiques du bouleversement bolchéviste.

Petrograd est aujourd'hui la capitale de ce qu'on appelle la Commune du Nord. L'autocratie des Romanovs a été remplacée par la dictature de fer du camarade Zinovief-Apfelbaum, un des plus capables et des plus influents parmi les leaders juifs du Bolchévisme. Petrograd qui fut jadis la forteresse de la tyrannie, devint en 1917 le berceau de la liberté russe. C'est aux fatales Ides de mars que la révolte de deux régiments infidèles décida du sort du Tsarisme. Des raisons sentimentales, une sorte de gratitude historique auraient pu déterminer le gouvernement à garder Petrograd comme capitale de la Russie des Soviets. Mais un gouvernement bolchéviste, quelque critique qu'on puisse lui adresser d'ailleurs, ne peut être accusé de se laisser dominer par des considérations sentimentales. Petrograd devait être sacrifiée. Des raisons politiques majeures et des raisons stratégiques exigeaient le transfert de la capitale à Moscou. En premier lieu, il fallait tenir fermement en main la ville du sud, dont la fidélité semblait douteuse et précaire. Dans le passé, Moscou, centre des Slavophiles, avait souvent montré des tendances nationalistes et réactionnaires. Ensuite, Petrograd occupait une situation trop excentrique et trop exposée. Au contraire, la situation centrale de Moscou la rend invulnérable. Elle se prête à l'offensive, à preuve la campagne de Napoléon ; elle se prête également bien à la défensive, comme l'a prouvé la récente guerre contre l'Ukraine et la Pologne.

Transférer la capitale à Moscou, c'était condamner Petrograd à mort, car Petrograd est une ville complètement artificielle. Sans avantages géographiques ou économiques, construite sur un marécage, périodiquement ravagée par les inondations, elle ne doit son existence qu'à un fiat de Pierre le Grand. Elle ne pouvait survivre que comme ville de luxe et de plaisir, comme le centre de la Cour et de la haute société, de la bureaucratie et de l'armée. D'autres villes européennes comme Trieste, Riga et Vienne ont vu s'écartier d'elles, après la guerre, les courants de la vie commerciale. Mais la prospérité leur reviendra sans aucun doute, Petrograd, au contraire,

depuis qu'elle a perdu son importance politique comme capitale d'un empire, ne pourra jamais la recouvrer : elle ne pourra ni revivre, ni même se transformer. Elle ne pourra jamais s'adapter aux conditions nouvelles. Dans un avenir prochain les touristes visiteront les ruines de Petrograd comme nos ancêtres allaient contempler les ruines de la Rome du moyen âge.

Après six ans de domination bolchéviste, Petrograd est déjà une ville agonisante. Et avec Petrograd mourra une des plus merveilleuses cités du monde. Elle fut construite sur une échelle encore plus colossale que Moscou. Plus que Moscou c'est une cité de palais, de quais de granit, de parcs spacieux et de trésors d'art. Ses monuments cyclopiens sont l'expression d'une volonté despotique qui dirigeait le travail d'innombrables esclaves. Songez au Palais d'hiver, la plus grande résidence royale du monde. Incendié en 1837, il fut reconstruit en douze mois au prix de cent millions de francs et de milliers de vies humaines ; car dans la Russie tsariste comme dans la Russie soviétique, la vie humaine a toujours été bon marché.

Alors que la population de Moscou a augmenté dans de vastes proportions, la population de Petrograd n'est plus que le tiers de ce qu'elle était avant la guerre. En dehors des grandes avenues, les rues sont désertes, l'herbe pousse entre les pavés, les trams roulent à moitié vides, la plupart des restaurants et des magasins sont fermés. Le port est complètement paralysé. Une course à travers la ville ne laisse qu'une impression de tristesse. Les vastes maisons de l'aristocratie tombent en ruine parce que, construites sur des pilotis comme Venise et Amsterdam, les fondations s'écroulent, que les caves sont inondées, les toits arrachés et que les boiseries des fenêtres ont été enlevées pour servir de combustible. Les parcs retournent à la sauvagerie. Les villas et les « datchas » qui furent jadis le théâtre de la vie la plus animée ne sont plus que des monceaux de ruines. Dans les faubourgs, les usines partagent la destinée des palais du centre, et les « ruches » des prolétaires n'ont pas eu un meilleur sort que les manoirs du luxe aristocratique.

Petrograd, la nuit, est encore plus sinistre que Petrograd, le jour. La ville est presque entièrement plongée dans l'obscurité. C'est toute une aventure que d'aller visiter un ami dans les faubourgs. Il faut littéralement tâter son chemin dans l'obscurité et, comme les trottoirs ne sont plus réparés, il faut, quand il pleut, traverser de véritables mares. Si vous perdez votre route, il n'y a personne pour vous guider dans les rues désertes et désolées.

Avant la guerre, Petrograd avait une mauvaise réputation au point de vue sanitaire. On aurait pu s'attendre, dans l'état actuel de dépérissement et de délabrement, à voir s'accroître la mortalité dans des proportions énormes. Et il est bien vrai qu'immédiatement après la révolution, le taux de la mortalité fut effrayant. Des centaines de milliers d'hommes furent emportés par les épidémies et par la famine. Mais, et cela ne laisse pas de surprendre, aujourd'hui, comme un diplomate étranger m'en informe, Petrograd jouit d'une immunité presque complète à l'égard des maladies épidémiques. La raison en est que les plus faibles sont morts et que seuls les plus résistants ont survécu, ou encore que toute la population est « immunisée ».

Comme à Moscou, les lieux de plaisir et les théâtres sont comblés. Petrograd était fière autrefois de sa réputation de centre de tous les arts et elle rivalise encore aujourd'hui avec la capitale des Soviets. C'est une question très discutée et non encore résolue que de savoir lequel des deux Grands Opéras est le meilleur. Moscou montre des « étoiles » plus brillantes ; mais Petrograd a un « corps de ballet » plus distingué ! Je ne m'aventurerai pas à décider entre les deux rivaux, mais Petrograd peut assurément se vanter d'être plus fidèle à l'idéal communiste qui consiste à fournir au prolétariat des divertissements gratuits. Deux fois par semaine, dans deux des principaux théâtres, le grand public n'est pas admis aux représentations qui sont strictement réservées aux travailleurs communistes. Durant la semaine que je passai à Petrograd, le Théâtre bolchéviste joua « César et Cléopâtre » de Bernard Shaw, le « Mari idéal » d'Oscar Wilde et le « Bourgeois gentilhomme » de Molière. Je me demandai pourquoi les Bolchévistes avaient voulu faire revivre la plus surannée des farces de Molière. La raison évidente, c'est que le « Bourgeois gentilhomme » est une caricature de l'infâme « bourgeois ». Mais, bien que considérée comme une œuvre de propagande anti-bourgeoise, la célèbre farce française ne peut pas être envisagée comme un « succès » : encore que la représentation fût gratuite, le théâtre n'était qu'à moitié rempli. Et, fait plus remarquable, parmi ce soi-disant public de prolétaires, je n'aurais pu découvrir un seul véritable travailleur. Pour autant que je pouvais en juger, le public était exclusivement composé de

fonctionnaires bolchévistes. On dirait qu'en Russie le régime bolchéviste a produit rapidement une nouvelle bourgeoisie comme le parti socialiste en Allemagne. La dictature du prolétariat semble en fait une dictature de la bureaucratie sur le prolétariat. Si on a la chance de causer avec un Petrogradois patriote, on s'aperçoit qu'un certain orgueil civique a survécu dans la cité qui meurt. Même dans sa dégradation présente, Petrograd voudrait être considérée comme le centre de la culture russe. Cela est dû au fait que Petrograd a conservé ses académies scientifiques, ses sociétés savantes, ses écoles spéciales. Et aussi à ce fait qu'il est plus facile de se loger et qu'on vit à meilleur compte qu'à Moscou. Mais cette vie moins chère et plus aisée est néanmoins une vie de privation et d'insécurité. Parmi les milliers d'intellectuels qui représentent les « professeurs libéraux », il en est très peu qui soient sûrs du lendemain. Chaque professeur est exposé à être expulsé et des expulsions pour le moment ont lieu chaque semaine. Quand je songe aux conditions épouvantables dans lesquelles travaillent les intellectuels de Petrograd, je suis honteux de voir que nos universités ont fait si peu pour leur venir en aide. Il est juste que nous secourions les millions de paysans du Volga qui souffrent de la famine, mais les intellectuels amis de Petrograd sont, eux aussi, dignes de notre sympathie. La noble et clairvoyante Tchéco-Slovaquie a trouvé le moyen d'entretenir à Prague six mille étudiants et trois cents professeurs russes, acte généreux de charité internationale et excellent placement politique. Les universitaires britanniques ont donné peu ou rien pour aider leurs frères russes dans leur affreuse misère.

Pendant mon séjour à Petrograd, je logeais à l'Hôtel de l'Europe. C'était jadis le plus spacieux hôtel du continent et l'un des plus chers. Il est encore le seul bon hôtel de la Russie des Soviets et est resté très cher, quand il s'agit de choses de luxe. Si vous avez des goûts végétariens et frugivores, vous payerez sept shillings pour deux pommes. Dans le cours de ma vie vagabonde, je me suis trouvé dans beaucoup d'endroits bizarres, mais jamais dans un endroit plus étrange que ce caravansérail international. Il surpassait le « Grand Hôtel de Babylone », de M. Arnold Bennett. Dans la première semaine d'octobre, il arborait peut-être une demi-douzaine de touristes. Au service de cette demi-douzaine de visiteurs, il y avait un nombreux état-major de garçons, un excellent orchestre, une musique de tzigans, une vingtaine d'artistes et de ballerines du Grand Opéra. Il était difficile de comprendre quelle était la base financière de toute cette organisation. Évidemment, nous ne pouvions suffire à payer les frais. Une explication possible, c'est que, l'Hôtel de l'Europe étant le seul hôtel convenable de la Commune du Nord, il devait être maintenu à tout prix, ne fût-ce que pour la propagande. Mais il est plus probable que la petite troupe de visiteurs étrangers est tout simplement une « façade » respectable et un prétexte, et que ce nombreux état-major de domestiques et d'amuseurs était surtout conservé au bénéfice du grand Casino qui était attaché à l'établissement et qui était visité chaque nuit par deux cents joueurs.

Une nuit, ou plutôt un matin, j'étais en train de lire dans la vaste salle vide du restaurant et, entre deux chapitres, j'observais ce vilain manège, tout en écoutant un magnifique concert de musique. A deux heures du matin, je fus rejoint par un diplomate étranger. Après souper, mon ami me fit remarquer qu'avant mon départ, c'était mon devoir d'investigateur de visiter ce qu'il considérait comme la plus intéressante curiosité de Petrograd. A quatre heures, notre *cab* s'arrêtait devant un vaste bâtiment dans la Vladimirska. Nous entrâmes dans un triptot colossal, aux salles spacieuses s'étendant dans toutes les directions. Dans ce Monte-Carlo prolétarien, il y avait de quinze cents à deux mille joueurs, jouant à toutes les sortes de jeux : Petits chevaux, Baccarat, Trente et Quarante. Atmosphère nauséabonde et foule sans cesse de deux sexes et de toutes conditions : riches et pauvres, fonctionnaires, ouvriers, « profiteurs », criminels et filous.

Il existe une grande quantité de clubs semblables à Petrograd comme dans toutes les villes bolchévistes. Si j'aure l'attention du lecteur sur ces institutions, ce n'est pas par pharisaïsme, c'est à cause de leur profonde signification politique et morale. Il y a trois ans, le jeu et l'ivrognerie étaient dénoncés et punis comme des « vices bourgeois ». Des citoyens étaient fréquemment emprisonnés simplement pour avoir joué à un jeu de cartes. Le puritanisme des autorités soviétiques a depuis longtemps fait place à une morale plus relâchée. Aujourd'hui non seulement le jeu n'est pas défendu par le gouvernement, mais les autorités sont responsables des maisons de jeu et ont une part dans leurs profits.

C'est un signe du temps. Dans toute révolution il y a deux phases extrêmes. La dernière est celle de la corruption. Il en fut ainsi en Angle-

terre à la fin de la Révolution puritaine et à la veille de la Restauration. Il en fut ainsi en France après la chute de Robespierre. C'est en vain que l'incorruptible et implacable Djerdjinski, le Robespierre ou le Saint-Just de la Révolution russe, fait la guerre à la démoralisation d'aujourd'hui. C'est une bataille perdue. La fièvre révolutionnaire et la ferveur fanatique se sont consumées elles-mêmes. L'inévitable réaction est arrivée. Des scandales éclatent chaque jour. Dans le hideux triptot de la Vladimirska il m'a semblé lire sur le mur l'inscription du festin de Balhazar.

Le Bolchévisme justifié par les Bolchévistes

J'ai exposé précédemment quelques-uns des actes du Bolchévisme en tant qu'ils se rapportent à la vie des deux plus grandes cités russes. Ces faits parlent leur propre langage et ont leur signification propre. J'essaierai maintenant d'exposer le mécanisme du système soviétique. Je montrerai comment ce système défie à la fois les lois permanentes de l'économie politique et les lois éternelles de la nature humaine. Je montrerai aussi comment les chefs eux-mêmes, effrayés des conséquences catastrophiques de leur politique, ont été forcés de répudier leurs propres principes.

Mais avant d'entrer dans mon sujet, je pense qu'il est juste et convenable que le lecteur soit mis à même de se faire son propre jugement et entende par conséquent tout ce qui peut être dit pour défendre le système soviétique. Un instinct politique très sain nous avertit qu'il y a généralement deux aspects à chaque question compliquée. Et l'équité demande qu'un adversaire soit impartiallement écouté. Même un assassin a le droit d'avoir un avocat. Il est extrêmement important de savoir ce que les chefs bolchévistes ont à dire pour leur défense, car nous avons déjà renoué des relations commerciales et semi-diplomatiques avec le gouvernement des Soviets. Il est bon de nous rappeler que, dans nos rapports avec la Russie, nous avons souffert trop souvent et trop cruellement pour la seule raison que nous avons omis de calculer les forces qui nous étaient opposées ou parce que nous méconnaissions la mentalité à laquelle nous avions affaire.

Les chefs bolchévistes sont fort sensibles aux critiques étrangères, d'autant plus sensibles que pendant les six dernières années aucune critique publique, quelle qu'elle fût, n'a été tolérée en Russie. Ils ne cessent de se plaindre d'avoir été diffamés par leurs ennemis européens. Le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Tchitchérine, m'en faisait, un jour, la remarque non sans amertume : « Nous avons fait, disait-il, de pénibles expériences avec vous, journalistes et publicistes. » Mes adversaires bolchévistes ont fait de leur mieux pour me convaincre et me convertir. Je crains bien qu'ils n'aient pas réussi. Mais ils reconnaîtront du moins que s'ils ont échoué, ce n'est pas parce que j'ai délibérément fermé les yeux à leur conception du problème.

Voici comment je pourrais résumer la thèse bolchéviste telle qu'elle m'était sans cesse exposée par chacun des nombreux Bolchévistes « représentatifs » avec qui j'ai été en relation à Moscou et à Petrograd :

« Nous sommes accusés de déchaîner une propagande subversive en Europe. Comme nous prêchons l'Évangile de l'Internationalisme, nous désirons naturellement rallier à notre manière de voir le prolétariat des autres nations. « Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! » reste notre cri de guerre. Mais notre propagande est ouverte et honnête. Ce sont les gouvernements réactionnaires qui sont malhonnêtes et qui mènent contre nous une campagne diffamatoire. Avant la guerre, la démocratie française était continuellement intéressée à étouffer les crimes du tsarisme. Aujourd'hui aucune calomnie n'est assez vile pour discréditer le gouvernement bolchéviste. Celui-ci est rendu responsable de toutes les calamités qui ont accablé le peuple russe. On a fait de nous les scélérats et les démons du mélodrame révolutionnaire. »

« Nous ne désirons pas prononcer un plaidoyer en faveur de notre système politique. Le Bolchévisme, en effet, n'a pas besoin d'être défendu. Il porte en lui-même sa justification. Les événements ont prouvé que nous avions raison. Ils ont montré que nous étions forts. Voilà six ans qu'on vous attend et que vous prophétisez notre écroulement. Mais tous les politiciens qui ont prédit notre chute ont eux-mêmes disparu de la scène. Le Président Wilson, Clemenceau et Lloyd George ont été renversés l'un après l'autre. Erzberger et Rathenau ont été assassinés. Les chefs communistes seuls survivent. Le régime communiste seul a montré de la continuité et de la stabilité. Lénine, bien que paralysé, inspire encore ses disciples. Tchitchérine dirige encore

la politique étrangère. Trotzki continue d'organiser notre armée. Djerdjinski continue à dispenser une sévère justice à tous les contre-révolutionnaires. Radek est toujours l'infatigable missionnaire de notre Foi. Zinoviev est toujours le maître omnipotent de Pétrograd. »

« Et aujourd'hui nous sommes plus forts qu'en 1918. L'Église orthodoxe entraînée par le patriarche Tykhon a essayé d'entreprendre contre nous une insidieuse propagande contre-révolutionnaire. Mais le patriarche Tykhon s'est soumis récemment et s'est rétracté. Les Puissances étrangères ont envoyé des armées contre nous. Mais ces armées ont été défaits sur chaque front. Après avoir été vaincues, ces Puissances étrangères ont continué à nous excommunier ou ont essayé de nous boycotter. Mais elles viennent de reprendre les relations diplomatiques. Même ceux-là qui nous sont hostiles, doivent admettre qu'il n'y a personne qui puisse prendre notre place. Ils commencent à se rendre compte que, si le gouvernement bolchéviste devait être renversé, le continent russe retomberait une fois de plus dans le chaos. L'Europe verrait une fois de plus se renouveler les massacres et les pogroms. Est-ce la fin que les politiciens de l'Entente se proposent ? »

« La Révolution russe qui délivra le monde d'une autocratie oppressive et d'une théocratie médiévale, n'aurait pu triompher sans les Bolchévistes. Mais nous n'avons pas provoqué la Révolution russe. Le tsarisme a péri de sa corruption interne et aucune main ne se leva pour le sauver de son destin ignominieux. Un dégénéral impérial, une femme hystérique et un abject scélérat avaient le pouvoir de diriger les destinées d'un peuple de cent quatre-vingts millions d'hommes. Ces millions d'hommes, l'Église les maintenait dans une hideuse ignorance. Une bureaucratie rapace n'hésita pas à envoyer des armées enières à la boucherie sans canons ni munitions, parce que les fonctionnaires avaient détourné dans leurs propres poches les sommes destinées à la défense nationale. »

« De même que nous ne sommes pas en premier lieu responsables de la Révolution russe, nous ne pouvons être tenus pour responsables de la terrible catastrophe qui suivit. Le chaos russe n'est pas notre œuvre, il est le résultat de cinq années de massacres et de destructions en masse. Vous ne pouvez pas soutenir une guerre destructive pendant cinq années, vous ne pouvez pas arracher au travail productif dix-huit millions de soldats sans désorganiser la vie économique d'une nation. Le système industriel, le système des transports de la Russie étaient disloqués longtemps avant l'avènement du Bolchévisme. C'est précisément leur dislocation qui a précipité la révolution. Nous ne pouvons pas non plus être rendus responsables de la famine et de la peste qui dévastaient le pays. Nous n'avons aucun pouvoir sur la sécheresse ni sur les récoltes, pas plus que le Japon n'en a sur les tremblements de terre, nous ne réglons pas le climat de la Russie. La famine de 1920 et 1921 n'a rien à faire avec le Bolchévisme, comme M. Nansen vous l'a raconté. La Russie n'avait-elle pas des famines périodiques sous le régime tsariste ? N'avez-vous pas de famines dans l'Empire des Indes ? »

« Il ne fait pas de doute que si nous avions pu nous appliquer à l'œuvre de la reconstruction nous aurions arrêté la désorganisation économique de la Russie, nous aurions réduit au minimum les souffrances du peuple. Mais les gouvernements étrangers ne nous ont pas permis de nous consacrer à cette tâche pacifique. De gaieté de cœur ils ont attaqué notre démocratie qui luttait pour son existence. Nous ne pûmes travailler qu'à notre propre salut. Nous étions traités comme des bêtes sauvages sur chaque frontière. Le génie organisateur de Trotzki a dû appeler de grandes armées à l'existence. Nous dûmes dépenser pour cette tâche improductive de la défense militaire les ressources restreintes qui étaient d'une urgente nécessité pour reconstruire l'édifice détruit de notre vie économique. »

« Après avoir rendu la confusion russe plus trouble encore par leur désastreuse et vaine intervention, les gouvernements alliés nous abandonnèrent à notre destin. Après avoir été écrasés sur les champs de bataille, ils ont organisé contre nous un blocus économique sans merci. Devenue depuis peu un pays industriel, la Russie dépend même en temps normal du capital étranger et du crédit étranger. Avant la guerre les capitaux étaient jetés à profusion dans la Russie tsariste. Mais l'aide qui avait toujours été généreusement accordée à la Russie tsariste fut refusée à la Russie soviétique. Et vous ne vous en êtes pas tenus là. Au lieu de nous aider, vous nous avez boycottés. Au lieu de nous prêter de l'argent, vous nous en avez réclamé. Vous avez eu l'impudence de nous demander de reconnaître les dettes publiques qui avaient été contractées par le gouvernement tsariste pour ses fins perverses, ou les dettes privées qui avaient automatiquement été éteintes par la dépréciation du rouble. »

« Vous dénoncez hypocritement nos méthodes de terrorisme. Vous savez parfaitement qu'une révolution n'a jamais triomphé uniquement par de douces paroles et par la persuasion. Dans votre propre parlement, vos propres partis socialistes ont constamment prêché les mêmes méthodes de violence. La seule différence entre vos socialistes et nous, c'est que nous avons eu le courage, comme Bernard Shaw l'a montré, de mettre en pratique nos principes communs. Nous n'étions qu'une petite minorité. Nos ennemis avaient tous les atouts dans leur jeu. Nous avions, comme on dit, brûlé nos vaisseaux. Nous étions résolus à vendre chèrement notre vie. Et surtout nous croyions en notre idéal. Et parce que nous croyions en notre idéal et parce que nous montrions un courage indomptable, nous avons triomphé du pouvoir du nombre, du pouvoir de l'intrigue et du pouvoir de l'argent. »

« Nous sommes des idéalistes pratiques, mais nous ne sommes pas des doctrinaires. Nous avons mis notre idéal à l'épreuve de la réalité. Si notre idéal ne peut être réalisé pour le temps présent, nous nous résignerons à attendre. Nous avons conclu une trêve avec le capitalisme. Nous avons accepté ce compromis : notre nouvelle économie politique (NEP). En agissant ainsi, nous avons agi conformément aux théories de notre maître Karl Marx. Nous avions espéré convertir immédiatement le paysan russe à nos principes. Mais l'expérience a démontré que le paysan russe, longtemps tenu dans les ténèbres et la sujétion, n'est pas prêt à écouter notre appel. Nous faisons l'éducation du peuple. Nous attendrons notre heure, car nous savons que le temps travaille pour nous. »

« Vous dénoncez nos méthodes de dictature politique. Notre réponse est : d'abord, que la dictature est la forme de gouvernement la mieux adaptée au tempérament du peuple russe : celui-ci a été gouverné par des dictateurs pendant mille ans ; ensuite, que nous vivons en état de guerre. Pendant la guerre la dictature est la seule méthode qui assure la victoire. Nous sommes obligés d'avoir notre propre presse officielle parce que nous ne croyons pas à la soi-disant liberté d'une presse capitaliste que dirige un Hearst ou un Lord Northcliffe. Nous avons dû renvoyer la Constituante parce que nous ne croyons pas à la comédie parlementaire. Si nous avions toléré une caricature du gouvernement parlementaire en Russie, c'eût été l'anarchie et le chaos. »

« Vous nous accusez de persécuter la religion et de nous immiscer dans le système universitaire existant. Nous avons abattu prêtres et professeurs parce que les uns et les autres étaient les instruments de la contre-révolution. L'Église a dénoncé les Soviets comme le gouvernement de l'Antéchrist. Un gouvernement qui lutte pour son existence ne peut tolérer que ses ennemis lui fassent la guerre sans faire tout son possible pour supprimer ces ennemis. L'Église orthodoxe a fait sa soumission. Qu'elle nous prouve sa sincérité et nous ne nous en occuperons pas son activité. Bien que nous considérions l'Église comme l'ennemie des travailleurs et la religion chrétienne comme l'opium qui empoisonne l'esprit du peuple, nous resterons impartiaux aussi longtemps que l'Église se confinera dans sa sphère. Même, en ce moment, il y a plus de liberté religieuse dans la Russie des Soviets qu'il n'y en eut jamais dans la Russie tsariste. Chaque jour vous pouvez assister à des assemblées religieuses et à des débats où des prêtres de toutes sortes peuvent exprimer leurs convictions et défendre leurs superstitions. De pareilles assemblées ou de pareils débats n'auraient pas été tolérés un seul instant du temps où l'Église orthodoxe était toute-puissante. »

« Vous nous accusez d'avoir causé la ruine de l'aristocratie et de la classe moyenne. Croyant, comme le fait Karl Marx, que l'histoire tout entière est une guerre de classes, nous devions, en conformité avec nos principes, faire la guerre à ces classes qui nous étaient hostiles. Mais, en fait, ce ne sont pas les Bolchévistes qui ont détruit l'aristocratie terrienne ; ce sont les paysans qui, dans les premiers mois de la révolution, spontanément se soulevèrent contre leurs oppresseurs. Ce n'est pas davantage le Bolchévisme qui a détruit la bourgeoisie russe. Elle a été détruite par la guerre. Elle s'est politiquement suicidée. En Allemagne, la classe moyenne a été ruinée par la dépréciation du mark. En Angleterre, les impôts sont en train de la faire disparaître. »

« Nos ennemis ont essayé de persuader au monde que le Bolchévisme est une conspiration des Juifs et que le peuple russe est tyrannisé par une petite bande d'Israélites. Même si les Juifs avaient tenté de s'emparer du pouvoir, ils auraient eu une bonne excuse : ils auraient simplement appliqué la loi du talion à ceux qui, pendant des siècles, les ont maltraités. Mais il n'y a pas eu de pareil complot de la part des Juifs. Il existe sans doute une grande proportion de Juifs dans le gouvernement bolchéviste, mais il y a de bonnes raisons à cette prédo-

minance. D'abord, en Russie comme partout, il y a une plus grande proportion d'esprits capables parmi les Juifs. En second lieu, les intellectuels russes ont eux-mêmes organisé le sabotage contre le gouvernement des Soviets. Les Juifs ont naturellement occupé dans notre administration civile les positions que les Russes refusaient de remplir. Mais à part cet accident historique, il n'est pas vrai que nous ayons favorisé un seul groupe ethnique. Il y a des Juifs et des Arméniens dans le gouvernement des Soviets, exactement comme il y a des Bulgares et des Polonais, exactement comme il y a des Français et des Allemands, des Caucasiens et des Géorgiens. Nous ne sommes pas nationalistes, mais internationalistes. »

« Il est vrai que nous gouvernons avec une main de fer. Nous continuerons aussi longtemps que ce sera nécessaire. Notre forme de gouvernement n'est pas la vôtre. Les Russes ne sont pas des Anglais. Nos conditions sociales ne sont pas les vôtres. Et les difficultés que nous avons à résoudre, ne sont pas les mêmes que chez vous. »

« En conclusion, nous demandons uniquement qu'on laisse la Russie travailler à son propre salut. Il n'est pas nécessaire d'être bolchéviste pour accepter le gouvernement bolchéviste. Il n'est besoin que d'un peu de sympathie historique et d'imagination pour comprendre notre politique. Le grand penseur réactionnaire français, Joseph de Maistre, résumant son jugement sur la Révolution française, proclame que la France en 1793 ne pouvait être sauvée que par la Terreur. L'actuel ambassadeur d'Allemagne, le comte Brockdorff-Rantzau, a payé un éclatant tribut à notre science du gouvernement. Allez-vous être plus réactionnaire que de Maistre ou Brockdorff-Rantzau ? Si vous approuvez la philosophie de de Maistre et le témoignage de l'aristocrate allemand, vous avouerez que la Russie et le monde ne peuvent être sauvés que par le Bolchévisme. »

(A suivre.)

CHARLES SAROLÉA.



Chronique d'histoire et d'art religieux

Comment Saint Antonin fut nommé archevêque de Florence

A propos du quatrième centenaire de sa canonisation, 1523-1923.

Au début du mois d'août 1445, les Florentins apprirent que leur archevêque, Bartolomeo Zabarella, venait de mourir. Ils portèrent son deuil allégrement. C'était un diplomate qu'on ne connaissait pas, et qui était mort loin de sa ville épiscopale, dont il ne s'occupait guère. Son oraison funèbre fut extrêmement courte ; elle se résume en deux lignes, écrites au Pape par la Seigneurie pour recommander son premier candidat, Donato de' Medici, — *ex clarissima Medicorum familia ortus*, — évêque de Pissoia : « Nous sentons quelle perte est cette mort pour notre République et combien grand le dommage qu'elle en éprouve. Mais, bien que ce soit difficile, nous devons supporter cela d'une âme égale ; car nous sommes tous mortels (évidemment ; mais il n'y a pas besoin d'être la Seigneurie de Florence pour trouver cela !). Comme il faut maintenant choisir quelqu'un pour remplacer ce mort (nous y voilà !... déjà !), nous supplions instamment Votre Béatitude, etc., etc... »

Il y avait beaucoup de candidats. Il y avait donc le candidat de la Seigneurie, qui était, évidemment, le même que le candidat des Médicis, et qui était, comme on vient de le voir, un

Médicis ; il y avait le candidat des chanoines, et il y avait les candidats de tous ceux que cette affaire passionnait, pour des motifs où les intérêts spirituels ne jouaient pas uniformément le premier rôle. Tout ce monde de candidats et de patrons de candidats s'agitait frénétiquement et expédiait lettres sur lettres, au pape, aux cardinaux, aux gens influents et aux gens qui passaient pour influents. Chacun vantait les mérites de ses amis, quand il ne vantait pas les siens propres. Et la foire aux vanités était ouverte. Eugène IV, comme nous en avons la preuve, se montrait fort ennuyé : les raisons pour cela ne lui manquaient point. Il attendit cinq mois avant de prendre une décision ; mais il la prit bonne ; il est vrai qu'on la lui souffla ; le mérite lui reste cependant d'avoir su obéir à une heureuse suggestion.

Le bruit courut avec persistance, aux premiers jours de septembre, que le choix du pape était fait : Francesco Legnamine de Padoue, camérier d'Eugène IV. Il reçut les félicitations officielles et non officielles. Un certain Aliotti, qui joua dans cette affaire un rôle plus amusant qu'édifiant, lui écrivit rotamment pour lui rappeler combien était lourde la charge qui allait peser sur ses épaules : après quoi il se recommanda pour un monastère. La nouvelle était fautive : ce qui ne valut d'ailleurs à Aliotti que la peine de recommencer, lorsque la nouvelle fut vraie. Il écrivit à saint Antonin, pour l'exhorter à accepter la mitre, une lettre où il se montrait sans indulgence pour les archevêques, ses prédécesseurs ; il les traitait de tondeurs de brebis qui ne s'occupent que de raser la laine et de traire le lait ; ce qui est le plus divertissant, c'est qu'Aliotti avait, dans ses dossiers, une oraison funèbre de Zabarella qu'il n'avait pas pu prononcer !

Ce n'était pas seulement de fermer l'oreille à tous les importuns qui l'assaillaient continuellement, qui semble avoir préoccupé le pape. Mais encore de faire un bon choix ; favorable en même temps et aux intérêts spirituels de l'Église, qui avaient besoin d'un prompt secours, parmi le relâchement général, et aux intérêts matériels du Saint-Siège, qui étaient gravement compromis par les succès de François Sforza au nord, par les affaires de Naples au sud, par des révoltes continuelles dans ses propres États. Renforcer le pouvoir des Médicis était dangereux ; déplaire à Cosme ne l'était pas moins. Ce problème pouvait décidément passer pour épineux par tous les côtés. Eugène IV en perdait de sa tranquillité...

Or, un jour que, pour se reposer de ses soucis, il allait goûter les joies pures et sereines de l'art, la solution, qu'il avait vainement cherchée pendant cinq mois, lui fut offerte brusquement : et elle était très simple. Ce fut un peintre qui la lui donna : ce qui démontre que les artistes peuvent servir à tout, même à nommer des saints archevêques... à la condition toutefois d'être des saints eux-mêmes ; ceci est malheureusement rare.

Donc Eugène IV s'en alla dans une chapelle de son palais, la chapelle du Saint Sacrement, qui, par malheur, est aujourd'hui détruite. Il y avait là un frère profès de San Domenico de Fiesole, peintre très célèbre, qui représentait, sur la demande du pape, le Christ déposé de la croix et d'autres figures : Fra Angelico. Eugène IV aimait ce repos, d'aller voir travailler le moine et de deviser avec lui. Jules II en usait de même avec Michel-Ange ; mais là, l'air était toujours chargé de terribles orages, qui éclataient très fréquemment, et avec quel fracas ! Ici, par contre, l'atmosphère toujours paraissait sereine, et les diapasons élevés étaient inconnus. Le peintre trouva que ce jour-là le pape, contre sa coutume, paraissait bien soucieux ; et comme c'était un homme de bien, très simple,

et qui avait son franc parler, il lui demanda la cause de sa tristesse. Eugène IV, que cette histoire de l'archevêché de Florence exaspérait, fut heureux de s'épancher dans la bure joyeuse de ce bon et saint moine : « Ce n'est pas une petite affaire, s'écria-t-il, qui me donne tout ce souci. Car voilà déjà neuf mois que je suis harcelé tous les jours de sollicitations ; et je n'aurai point de tranquillité que je n'aie trouvé l'homme qu'il me faut, et par sa bonté, et par sa science, — m'en a-t-il passé cependant entre les mains ! — pour que je le donne comme pasteur à ta patrie. » Le bon frère répliqua tranquillement : « Il me paraît bien facile de se débarrasser de ce souci ; car il ne nous manque point d'hommes savants et bons, que l'on peut charger de ce fardeau ; et parmi eux notre frère Antonin ne serait pas des derniers ; Votre Sainteté en a d'ailleurs fait plusieurs fois la remarque, en l'admirant non seulement parmi ceux qui aujourd'hui dans notre ville sont une fleur de bonté et de talent, mais encore parmi tous les autres hommes de notre temps qui connaissent l'art de gouverner et sont versés en théologie. Précisément, vous l'avez tout près d'ici, car il va visiter le royaume de Naples. Lui donc, ou quelque autre semblable, de ces gens auxquels on ne songe point tout d'abord, parce que ce ne sont pas des ambitieux qui se poussent en avant, — comme ceux-là qui tous les jours rompent la tête à Votre Sainteté et l'importunent de leurs sollicitations, — pourra vous tirer d'embarras à votre satisfaction, et vous serez hautement loué d'avoir distingué quelqu'un qui, comme eux, a du mérite. » Le pontife répliqua immédiatement : « Ce n'est point toi qui as parlé, mais l'Esprit-Saint par ta bouche, qui, après une si longue délibération, m'a fait découvrir un homme vraiment digne et m'a montré que je cherchais de l'eau au milieu de la mer. » Eugène IV remercia alors Fra Angelico, lui imposa silence sur les propos qui venaient d'être tenus et mit la conversation sur un autre sujet. Puis il retourna dans ses appartements : sa décision était prise. Le lendemain il réunit le consistoire et nomma Antonin archevêque de Florence, alors que personne ne s'y attendait.

L'anecdote est charmante : à tel point qu'il nous vient aussitôt quelques scrupules. Est-ce bien vrai ? Il faut reconnaître que les historiens ne s'entendent guère. Cependant la plupart d'entre eux admettent, avec Milanesi, que ce fut bien sur les conseils de Fra Angelico qu'Eugène IV choisit Antonin. C'est l'essentiel et on doit s'y tenir.

Le doute surgit de la source première de cette histoire : Giorgio Vasari. Les anecdotes sont en général suspectes. Or, dans ce cas particulier, il se trompe grossièrement : il attribue à Nicolas V, élu pape en 1447, la nomination de saint Antonin, archevêque en 1446. Puis il nous conte tout autrement l'affaire : Nicolas V aurait d'abord offert le siège archiepiscopal de Florence à Fra Angelico lui-même, qui aurait refusé par ce motif — que nous approuvons, — qu'il ne se sentait aucune aptitude à gouverner les peuples. Il aurait alors indiqué saint Antonin. Tout cela, après la lourde erreur initiale, sent l'arrangement ; la défiance s'imposerait évidemment, si la source était unique.

Mais il en est une autre : et dont l'auteur précisément va critiquer Vasari. Frosino Lapini, chanoine de Florence, qui écrivit, vers le milieu du xvr^e siècle, une vie de saint Antonin où il recueillit des traditions orales, rapporte le dialogue d'Eugène IV et de Fra Angelico, dans les termes mêmes qui viennent d'être traduits. Puis il affirme, formellement, la véracité de son récit : « *Così come ho narrato, appunto ando il fatto.* » C'est à ce moment qu'il contredit Giorgio Vasari : il est inexact que le pape ait d'abord proposé l'archevêché à Fra

Angelico ; mais, ajoute-t-il, « il n'est pas étonnant qu'on ait réussi à faire admettre cette version à cet écrivain, puisqu'on lui a fait croire aussi que le pontife de ce temps, que lui-même nomme souvent, était Nicolas V : de telle sorte que de l'une des erreurs on se convainc facilement de l'autre ».

Enfin il faut encore remarquer que le récit de Lapini trouve une confirmation, au moins partielle, dans celui de Castiglione, qui dit que ce sont des religieux qui ont suggéré au pape le choix d'Antonin. Reste un détail curieux : l'erreur, évidente, des neuf mois de vacance de l'archevêché, erreur qui se trouve à la fois chez Castiglione et chez Lapini ; Zabarella mourut en août 1445 et la bulle de nomination d'Antonin est de janvier 1446. Mais Lapini, dans sa préface, nous dit que la vie de Castiglione est une de ses deux sources écrites, sources qu'il a complétées par la tradition orale. Puisqu'il reproduit le compte inexact des mois, il paraît évident qu'à cet endroit il a d'abord copié Castiglione, sans y aller voir de très près ; puis son attention a été attirée par la phrase : *cui tandem subiecientibus viris religiosius personam Antonii...* Il s'est alors livré à une enquête personnelle dont les résultats l'ont conduit à critiquer, sur deux points précis, Giorgio Vasari et à opposer à sa version une version nouvelle dont il prend formellement la responsabilité. Les détails du dialogue entre le pape et Fra Angelico sont peut-être un peu fantaisistes. L'authenticité du sens paraît bien établie.

Eugène IV avait le droit de se réjouir de son choix. Mais tout n'était pas fini : le pape allait rencontrer chez son propre élu la plus opiniâtre des résistances. Saint Antonin devait apporter à fuir l'honneur reçu autant d'acharnement que Giovanni di Nerone di Nisio et quelques autres avaient mis à le solliciter.

Dès que le Vicaire général de l'Observance dominicaine connu, nous ne savons trop où, qu'il était nommé archevêque de sa patrie, il n'eut qu'une idée : fuir au plus vite. Il décida de passer en Sardaigne. Mais, remarque Frosino Lapini, il ne put exécuter immédiatement ce projet qui l'aurait contraint d'abandonner, avant d'avoir pu les mener à bonne fin, les affaires de son Ordre. Il attendit quelques jours et fut rejoint par son neveu Pietro, le fils de sa sœur. Celui-ci, qui connaissait fort bien l'humilité de son oncle, se doutait de ce qui allait se passer. Il avait donc résolu d'intervenir au plus vite, pour des motifs que nous connaissons mal, mais parmi lesquels il nous est permis de soupçonner que figurait le désir d'être le neveu de l'archevêque de Florence. La fuite était coupée à saint Antonin. Mais il ne devait pas se tenir pour vaincu.

C'est à ce moment, sans doute, qu'il reçut du pape les Lettres Apostoliques dont parle Castiglione. Elles contenaient l'ordre formel de rejoindre San Domenico de Fiesole. Il est vraisemblable que ces Lettres ne sont autre chose que le Bref dont Vespasiano da Bisticci va nous raconter l'histoire. Saint Antonin se dissimulait dans les bois sauvages de Corneto, lorsqu'il fut rejoint par un messenger qui portait ce Bref. Celui-ci, qui n'ignorait point quelle était la nouvelle sensationnelle dont il était chargé, construisait déjà des châteaux en Espagne sur le magnifique pourboire qu'il allait recevoir : « *istimando con portargli la novèia d'uno sì degno arcivescovado, avere qualche buona somma di danari...* » Il fit toute diligence et réussit à découvrir Antonin. Il remit ses Lettres et, dans une attitude respectueuse et intéressée, il attendit la manne. Saint Antonin se troublait ; mais la manne ne venait pas. Le messenger fit un effort et réclama. Le pauvre homme ! L'archevêque lui répondit : « Pour une si mauvaise nouvelle, et telle qu'on ne saurait en imaginer de pire, de l'argent, ni moi ni mon compagnon nous n'en avons. D'ailleurs nous n'avons rien, excepté les manteaux que tu vois. » Le malheureux messenger en fut pour ses

frais. Nous pouvons supposer qu'il ne comprit pas du premier coup le véritable sens de cette aventure. Et il dut faire cette remarque qu'il y a parfois des inconvénients à s'adresser à un saint...

Vespasiano ajoute un détail qui n'est pas sans importance, mais qui a rencontré chez les historiens quelque scepticisme : il prétend que le pape, qui connaissait l'humilité d'Antonin, lui aurait ordonné d'accepter sous peine d'excommunication. On déclare que c'est bien invraisemblable : le fait acquis, toute résistance de la part de l'archevêque eût été impossible ; il ne lui restait qu'à s'incliner immédiatement. Cependant Vespasiano tient beaucoup à cette menace ; il en parle à deux reprises. Après nous avoir conté l'histoire du messenger, il rapporte que c'est la seule fois qu'Eugène IV eut besoin de brandir l'excommunication pour faire accepter un bénéfice à quelqu'un : il est en effet évident que contre un Nerone di Giovanni di Nisio de pareilles armes étaient inutiles. Mais Vespasiano nous donne la source de son renseignement : il le tenait du pape Nicolas V, qui était alors évêque de Bologne et qui l'avait appris d'Eugène IV lui-même. Comme le bon libraire avait vécu familièrement avec Tommaso Parentucelli et même mangé à sa table, il est nécessaire, pour écarter son témoignage, d'admettre que ses souvenirs s'étaient un peu embrouillés : puisqu'il n'y a qu'un seul intermédiaire, et digne de toute notre confiance, entre le pape et lui. Eugène IV n'aurait-il point dit à son futur successeur qu'il avait dû songer à l'excommunication pour briser la résistance d'Antonin ? Et l'âge de Vespasiano aidant, nous aurions la version actuelle. Quoi qu'il en soit, les historiettes du libraire nous sont un sûr garant de l'opiniâtreté du refus.

Les documents ne sont pas moins intéressants. Tout le monde s'en mêla : y compris Aliotti, que cette affaire ne regardait pas, mais qui s'en occupait tout de même. Il chantait, avec tout le lyrisme dont il disposait, la joie du peuple de Florence à l'annonce de la promotion d'Antonin : cet archevêque venait du ciel ! Mais quoi, il résistait ! Qu'il se souvienne de Jonas et médite les exemples des saints !

Le 24 janvier 1446, la Seigneurie écrivait à Antonin, pour le féliciter, et surtout pour combattre ses scrupules. Le 29, c'était au pape que s'adressait la République. Trois semaines plus tard, les choses en étaient au même point. Antonin s'était réfugié à Fiesole, comme il en avait reçu l'ordre. Il y continuait sa tenace opposition. Les Florentins n'obtenaient rien : sinon qu'ils étaient conjurés d'écrire à Eugène IV pour le faire changer d'avis. Quelques-uns s'exécutaient : Cosme de Médicis fut probablement du nombre. Mais, en bon politique, que les subtilités ne troublaient point, il est vraisemblable qu'il écrivit deux lettres au pape : l'une, sur l'ordre d'Antonin, pour demander un autre archevêque ; et l'autre, sur son goût particulier, pour demander Antonin.

La Seigneurie décida enfin d'employer les grands moyens. Elle chargea son ambassadeur, Paolo di Zanobi di Paolo da Diaceto, d'une démarche auprès du pape. Eugène IV répondit qu'il avait déjà fait ce qui était en son pouvoir, et qu'il était tout disposé à continuer ; mais que la Seigneurie veuille bien essayer de savoir quelle pouvait être la cause d'un pareil refus : qu'elle intervienne de nouveau. Lorsque le pape, raconte Lapini, sut qu'il ne s'agissait que d'une question d'humilité, il donna à Antonin un ordre formel : et ceci pourrait bien être de l'histoire l'origine d'excommunication qui ravissait Vespasiano da Bisticci. Il se servit, pour transmettre l'expression de sa volonté inflexible, — « *hanc suam omnino voluntatem irrevocabilemque sententiam esse...* », — de divers

prélats et en particulier du saint cardinal Capranica dont l'autorité était grande.

Le 1^{er} mars 1446, Antonin réunit une assemblée à Fiesole : des prêtres, des abbés, des prélats, des Florentins éminents ; la scène fut toute chargée d'une émotion sainte : il prit la parole et dit la volonté inébranlable du Pontife. Puis à chacun, individuellement, il demanda son avis. Les cœurs s'unirent dans une commune prière. A la réponse il n'y eut qu'une voix. Antonin affirma solennellement que jamais il n'avait voulu cette charge : les assistants étaient depuis longtemps fixés sur ce point. Il prit à témoin Dieu et les hommes que violence lui était faite. Il se jeta la face contre terre.

Antonin prosterné immolait au Maître souverain ce que nous autres, hélas, nous croyons avoir de plus cher au monde : la volonté propre. A cette minute de sa vie, il se révélait, une fois de plus, le disciple lointain de celle qu'il n'avait pas connue, mais dont il avait toujours mis en pratique les enseignements reçus de la bouche de Giovanni Dominici : sainte Catherine de Sienne.

Il avait accepté d'être archevêque de Florence. Tous les assistants pleuraient. Car ils venaient, rapporte Castiglione, de goûter un rare spectacle, renouvelé de saint Ambroise, de saint Nicolas et de saint Martin (1).

ALEXANDRE MASSERON.



La Terre de Vision (2)

Seigneur, dites-moi où ils l'ont mis...

Les saintes Femmes ne pouvaient quitter le tombeau du Maître bien-aimé. Comme elles, un obscur attrait nous ramène à cette pierre. Nous savons que le Christ n'y est plus et pourtant il nous faut rôder sans cesse autour de ce lieu où, pendant deux jours, Dieu a voulu épouser toute notre misère et toute notre solitude ; *inter mortuos liber*, seul parmi les morts, dit l'antienne du Samedi Saint. C'est son absence qui crie ici et nous arrache à nous-mêmes pour nous jeter à sa poursuite. Au milieu de la foule pressée, le Patriarche, debout près du baptistère, prononce les paroles de la bénédiction de l'eau. Le Cierge Pascal évoquant la Colonne lumineuse d'Israël dans le désert, figure elle-même du Christ, est à côté de lui. La cérémonie se déroule avec les mêmes incantations sublimes que du temps de la primitive Église, célébrant les vertus de l'Eau, l'élément primordial sur lequel, au commencement de toutes choses, l'Esprit planait et sans lequel nous ne pouvons renaître à la vie de la grâce. La main du prêtre la bénit, en traçant sur elle le signe de la Croix, en faisant le geste de la répandre aux quatre horizons, y plongeant le cierge, soufflant sur elle selon la lettre grecque ϕ qui est la première du mot *Esprit* dans

(1) Une seconde étude, consacrée à l'œuvre de réforme accomplie par saint Antonin comme archevêque de Florence, sera publiée dans un prochain numéro.

(2) Voir la *Revue catholique* des 9 novembre, 7 et 21 décembre 1923.

cette langue. Ces cérémonies augustes célébrées en ce jour dans le monde entier ont ici près du Tombeau de son divin fondateur une solennité plus émouvante encore. Si le Christ n'était pas ressuscité d'entre les morts comme l'atteste ce tombeau vide et si nous n'étions pas appelés à ressusciter en Lui, tout serait vain. Ces symboles ici demeurent les seules grandes réalités. La Terre elle-même est glorifiée. Et le Feu et l'Eau associés au triomphe du Rédempteur resplendent vraiment comme les images vivifiantes du Créateur. Mais les litanies retentissent. Le Patriarche s'avance en ornements d'or, suivi de tout le couvent franciscain, au milieu des bougies et de l'encens, dans la jubilation des orgues et des voix, invoquant toute la Communion des Saints, les Confesseurs, les Martyrs, les Pontifes, au nom de l'Incarnation, de la Nativité, du Baptême, de la Croix et de la Passion du Christ, de sa Mort, de sa Sépulture, de sa Résurrection; puis la Messe commence aux accents du *Kyrie*. Tout à coup, le *Gloria in excelsis* éclate et les cloches se mettent à sonner. Mais il faut que je revienne en hâte à Notre-Dame de France, car, à dix heures, nous devons nous former en cortège avec notre drapeau et nos bannières et entrer ainsi solennellement au Saint-Sépulcre.

Deux kawass chamarrés d'argent ouvrent la marche, une main au cimetière, la canne à pomme d'argent de l'autre; puis vient la Croix portée par un religieux en surplis; puis le drapeau français immédiatement derrière. Echelonnés sur deux files, suivent les religieuses de Saint Vincent de Paul avec leurs élèves, vingt marins de la *Dina* avec leur aumônier et leur enseigne, des prêtres et, enfin, les cent pèlerins. Nous chantons lentement le *Credo* et des cantiques moins beaux mais dont les paroles françaises nous émeuvent ici; ce sont les airs de Lourdes qui s'élèvent autour des couleurs de la France, c'est toute notre fidélité au long passé d'amour, qui proclame « Je maintiendrai », devant les auto-mitrailleuses de l'Angleterre qui circulent continuellement, devant la police palestinienne vêtue de ses livrées, devant cet insupportable apparat de brutalité et d'évangélisme mercantile qui rôde toujours autour du Léopard taciturne; ils disent, ces chants et ces

couleurs: « Nous voici toujours pareils à nous-mêmes, ce n'est pas la violence que nous montrons, Ce n'est pas la cupidité, c'est la charité et c'est la foi; nous voici avec nos écoles, nos hôpitaux, nos Sœurs et nos savants... » Devant un balcon où se tient debout le Consul et sa suite, le drapeau s'incline trois fois. Ainsi passons-nous devant les appareils braqués sur notre passage et les airs étonnés des Orientaux accourus pour nous voir. Les Français, en effet, sont les seuls à venir ainsi en si grand nombre et de si loin témoigner de leur foi. Arrivés sur le parvis, le drapeau français se range pour laisser passer le cortège. S'il entrerait, paraît-il, il en résulterait un incident diplomatique d'une portée incalculable... Alors, toute la procession s'engouffre et s'agenouille au pied du Tombeau en chantant le *Te Deum*.

Au nom du Révérendissime Custode, un Père Capucin nous souhaite la bienvenue, rappelle les larmes de nos ancêtres lorsqu'ils approchaient des Lieux Saints, la pitié avec laquelle ils rapportaient comme des reliques les armes et les bâtons qu'ils avaient fait toucher au Saint-Sépulcre. Son éloquence familière est dans la tradition de son Ordre.

Debout près de l'entrée du Sépulcre, notre Directeur remercie les fils de St François de leur bienvenue; il tire la leçon française de ces pierres qui chantent la glorieuse absence; elles disent qu'il faut les agonies et la mort de la chair pour que l'esprit triomphe; c'est sur cette tombe qu'éclatent la résurrection et la vie; nous sommes venus y apporter les épreuves et les deuils de notre patrie pour que ses œuvres et ses destinées en surgissent à nouveau plus radieuses que jamais.

Lorsque nous ressortons sur la place, la lumière indicible de ce pays découpe les murailles, les coupoles, les tours comme avec un couteau noir, et le minaret grêle de la petite mosquée d'Omar s'élance comme le cri aigu du muezzin qui l'habite.

ROBERT VALLERY-RADOT.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

A propos de l'union des églises

L'opinion publique s'est fort émue des « conversations » engagées au palais archiépiscopal de Malines, entre représentants de l'Église anglicane et représentants de l'Église romaine. Avertie que ces pourparlers à très longue portée n'avaient rien d'officiel, qu'il n'y avait là que simple rencontre et prise de contact entre personnalités sympathiques dans le rayonnement du grand Cardinal, elle n'en est pas moins désireuse de se rendre compte de la position de l'Église d'Angleterre et nous croyons intéressant d'évoquer ici quelques souvenirs pour mieux marquer la situation actuelle.

L'Église anglicane s'est définie elle-même en s'appelant l'« Église établie ». Ce mot la juge. Si elle fut « établie » en 1534, par Henri VIII, elle a beau se targuer d'être catholique ou universelle et d'être d'institution divine, elle est royale et anglaise. Joseph de Maistre tranche dans

le vif, quand il écrit: « C'est un établissement civil et local, diamétralement opposé à l'universalité qui est le signe de la vérité. Ou cette religion est fausse, ou Dieu s'est incarné pour les Anglais. » Un anglican, Lord Amberley, le proclame lui-même: « L'Église d'Angleterre est simplement et entièrement une création de l'Etat. La base de son autorité est entièrement séculière... Elle n'est fondée que sur des actes du Parlement ».

Comme le Pape ne se prêtait pas à ses fantaisies polygamiques Henri VIII se mit simplement à sa place en se déclarant « l'unique maître du royaume, aussi bien en matière spirituelle qu'en matière temporelle. » C'est la teneur du *serment de suprématie royale* qui, consumma le schisme.

L'anglicanisme a passé depuis lors par toutes les variations et toutes les métamorphoses; mais il est resté identique à lui-même sur ce point fondamental. Un clergyman, converti au catholicisme, Horace E. Chapman, raconte dans *L'Ame anglicane*, sur pièces officielles, qu'au jour de son investiture, l'évêque en grand costume ecclésiastique est conduit solennellement par le secrétaire de la Reine (c'était au temps de la reine Victoria), en présence de Sa Majesté;

il se met à genoux devant la papesse, baise la Bible, et prononce le serment dont voici le texte :

« Moi, Docteur en théologie, élu, confirmé et sacré évêque de . . . , déclare ici que Votre Majesté est le seul gouverneur suprême en ce royaume des choses spirituelles tant que temporelles. . . et je reconnais que je tiens cet évêché, aussi bien au spirituel qu'au temporel, uniquement de Votre Majesté. . . ».

Bizarre mentalité ! Il se rencontre comme cela des Anglais qui ne pouvant digérer le Pape, se décident à avaler le roi. C'est le mot réaliste du Révérend Blackmore, cité par Chapman.

Situation passablement étrange que celle de ce pape bicéphale, si j'ose dire, étant à la fois chef de l'Église épiscopale d'Angleterre qui regarde les évêques comme institués par Dieu et chef de l'Église presbytérienne d'Écosse qui regarde les évêques comme inventés par le diable !

C'est, comme on le sait, par le conseil privé, en très grande majorité laïque, et pas uniquement composé d'anglais, que le roi exerce sa suprématie religieuse. Ces messieurs décident souverainement en matière de doctrine aussi bien que de discipline.

Henri VIII s'était contenté de briser avec Rome, ses héritiers façonnèrent l'Église anglicane au gré de leurs fantaisies et leurs apports successifs la modifièrent dans son essence même ; elle fut luthérienne sous Edouard VI, calviniste hiérarchique sous Elisabeth, arminienne sous Jacques 1^{er}, antiquarianiste sous Charles 1^{er} et Charles II, laïcudinarien sous Guillaume III, et ainsi de suite. « Et, comme le dit excellentement le R. P. Antonin Eymieu, dans son dernier ouvrage : *Deux Arguments pour le Catholicisme*, auquel j'emprunte la documentation de cet article — toutes ces idées hétérogènes, comme des bacilles divers évoluant au petit bonheur, se localisent ou se diffusent, s'entre-dévorent ou se juxtaposent, dans le même organe ecclésiastique ; ou même, parfois, par une sorte de symbiose bizarre, coexistant, en un paquet de contradictions assoupies, dans la même conscience. »

Et la charte de l'Église, me direz-vous, ne crée-t-elle pas quelque cohérence dans cet amalgame ?

Elle est double : il y a les trente-neuf articles de 1562, expression de la doctrine officielle, que le clergé fait serment de tenir tout en se réservant de ne croire que ce qui lui convient, ils sont d'inspiration surtout calviniste. A côté de cela, il y a le *Prayer book* ou Livre de prières, expression de la liturgie, originairement destiné à faire croire au peuple que rien d'essentiel n'était changé à la religion des ancêtres, il reste pénétré de catholicisme. C'est ce qui explique ce fait observé par notre éminent collaborateur Hilaire Belloc : « Quant au peuple, jamais il n'apostasie : on obligea seulement sa foi à jeûner et, tout doucement, il la perdit. »

Le comble de l'incohérence, ce n'est pas cette opposition entre la foi des laïques et celle du clergé, la double vérité qui se rencontre partout dans le protestantisme, mais la contradiction flagrante qui éclate entre les trente-neuf articles eux-mêmes, le vingtième, par exemple, proscrit le libre examen ; le vingt-et-unième, le restitue ! « Et ainsi, dit Joseph de Maistre, dans le même moment, avec la même plume, avec la même encre, sur le même papier, l'Église anglicane déclare le dogme et déclare qu'elle n'a pas de droit de le déclarer. »

Les fidèles se distribuent en trois catégories différentes, subdivisées en une multitude de fractions : la *High Church* ou Haute Église, où se groupent ceux qui, à des degrés divers, fidèles aux anciennes traditions, se rapprochent du catholicisme ; la *Low Church* ou Basse Église, en sens diamétralement opposé, fidèle à la tradition anglicane et répugnante à tout rapprochement avec l'Église catholique ; la *Broad Church* ou Église large, qui englobe indistinctement toutes les croyances, et même toutes les incroyances.

C'est donc une tour de Babel où règne une immense confusion. C'est, disait Samuel Wilberforce, évêque d'Oxford, une Église « de compréhension » accueillant dans son vaste sein les opinions les plus contradictoires, des latitudinariens qui ne croient plus à rien, et, par un étrange phénomène, les Ritualistes eux-mêmes, maintes fois condamnés mais restant quand même. « Y reste qui veut, et, en y restant, chacun croit ou nie ce qu'il veut ».

Ce kaléidoscope doctrinal, s'il afflige un certain nombre d'esprits, semble plaire extrêmement à pas mal d'autres. Il y en a même qui, plus soucieux des exigences de la vérité, de la vérité unique, paraissent très fiers de cette étourdissante diversité, de l'éparpillement des sectes, du pullulement des dénominations, de l'émissionnement des idées, ils ont trouvé un euphémisme charmant pour peindre ce salmigondis reli-

gieux : c'est un arc-en-ciel ! Et, oui, vraiment, ils en font voir de toutes les couleurs !

Rien que pour les neuf comtés de l'Ulster, sur 891,000 protestants, on compte 316 « religions différentes ». Il y en a évidemment pour tous les goûts.

Pour beaucoup de théologiens, la vraie Église, c'est l'Église nationale, reflétant l'état d'âme religieux de toute la nation dans la complexité infinie de ses pensées divergentes et de ses tendances opposées. Cette mentalité explique la souplesse indéfinie avec laquelle un évêque peut successivement, dans la même tournée pastorale, célébrer la messe devant des fidèles qui admettent la Présence réelle et, le lendemain, devant ceux qui n'y voient qu'un symbole suggestif de la Passion, administrer la même Confirmation tantôt à ceux qui la regardent comme un Sacrement, tantôt à ceux qui se bornent à y voir une ratification des vœux du baptême.

Alors, quand on veut descendre jusqu'à la racine de l'anglicanisme et rechercher son point d'attache intime et de cohésion, que découvre-t-on en fin de compte ? La négation du Pape « *No popery* » ! C'est l'unique dogme en lequel tous communient, c'est le résidu de toutes les croyances volatilisées. Newman reconnaissait lui-même, avant sa conversion, que l'hostilité envers Rome était le principe vivace de son église.

D'où la colère des Anglicans contre les Ritualistes qui se rapprochent de Rome. Car, c'est un fait patent, en dépit de la doctrine officielle, en dépit de la liturgie officielle qui semblent figées dans des textes morts, il se produit en Angleterre un mouvement vers Rome, autrement prononcé que ne fut le puséisme, qui piétinait sur place. Sans doute, on entend rester loyalement attaché à l'Église anglicane, mais on ajoute ou on retranche au *Prayer book* dans un sens manifestement romain. Il y a des milliers d'églises anglicanes où aujourd'hui on confesse, on célèbre la messe, on garde des hosties dans le tabernacle, on donne la bénédiction avec le Sanctissimum, « toutes choses, observe finement le R. P. Eymieu, pour lesquelles jadis Elisabeth envoyait à la mort. » On a vu, le 1^{er} juillet 1920, s'inaugurer à Londres, le Congrès des ritualistes par une messe solennelle suivie d'une procession où défilèrent plusieurs évêques anglicans avec la crosse et la mitre, et même des abbés de monastères ritualistes. On a vu les évêques anglicans réunis au palais de Lambeth, en 1920, se rendre en pèlerinage à Canterbury, pour y vénérer les reliques de saint Thomas Becket, martyrisé pour avoir refusé de sacrifier à Henri II la suprématie religieuse du Pape ! Spectacle peu banal : des évêques en jupon et en robe de chambre, le vingt-deuxième des trente-neuf articles qui proscrit le culte des reliques des saints ; les héritiers et successeurs de ceux qui acceptèrent la suprématie royale glorifiant celui qui versa son sang plutôt que de la reconnaître !

* * *

Il est un point d'importance capitale concernant l'anglicanisme qui fut longtemps librement discuté parmi les catholiques, mais qui a été tranché par l'encyclique *Apostolicae curae* du 2 septembre 1896 : la question de la validité des ordres anglicans. Le premier évêque anglican est Thomas Parker, sacré archevêque de Canterbury par l'évêque protestant Barlow et trois autres prélats en 1559. Que Parker ait reçu le sacre dans une auberge de Cheapside, au milieu d'une ridicule mascarade, c'est une légende. Mais qu'il ait été consacré d'après l'*Ordinal* d'Edouard VI, qui supprimait le rite de la présentation du calice et de la patène, et par des évêques qui rejetaient notoirement l'existence de l'ordre de l'épiscopat dans l'Église du Christ, c'est ce qu'atteste l'histoire. En invoquant cette raison de fait, à savoir que l'*Ordinal*, suivi par ces consécrateurs, qui n'avaient d'ailleurs pas l'intention de conférer les pouvoirs caractéristiques du sacerdoce, était évidemment opposé à la transmission du caractère sacerdotal, Léon XIII a prononcé que l'ordination de Parker était invalide, et par une conclusion manifeste, tous les ordres anglicans qui se rattachent à Parker doivent être considérés comme entachés de nullité radicale. Donc la hiérarchie anglicane dont Parker est le tige, n'a pas reçu et n'a pu conserver les pouvoirs sacrés du sacerdoce.

* * *

Il y a quelque intérêt peut-être à insister sur la vive controverse qui surgit sous Léon XIII autour de cette question.

En 1889, Lord Halifax, président de l'*English Church Union*, et M. Portal, membre de la Congrégation de Saint-Lazare, se rencon-

trèrent à Madère et leur rencontre fit entrer le problème de l'union des Églises dans une phase nouvelle. Les deux interlocuteurs crurent découvrir le point de rencontre providentiel, en vain cherché depuis longtemps, entre l'Église d'Angleterre et l'Église latine, précisément dans la validité reconnue des ordinations anglicanes. Si l'Église d'Angleterre a de vrais évêques, de vrais prêtres, de vrais sacrements, si elle possède l'Eucharistie, si Dieu réside réellement dans ses temples, il ne peut plus lui manquer pour la relier en bloc à l'Église de Rome, qu'un lien canonique de juridiction, et serait-il si malaisé de réaliser cette union en corps sous la forme d'une sorte de fédération entre deux Églises hiérarchiquement constituées ? C'était le thème du noble lord.

M. Portal, sous le nom de Dalbus, porta la question devant le grand public, par un ouvrage qui eut un grand retentissement : *Les Ordinations anglicanes*. De savantes polémiques éclatèrent auxquelles prirent part l'Abbé Duchesne, l'Abbé Boudinhon, M. Portal, lord Halifax, les ministres Puller et Lacey, le R. P. Tournebise, le Chanoine Moyes et Dom Gasquet. De ces joutes à la fois théoriques et historiques la lumière jaillit : c'est que la validité de l'épiscopat de Barlow, la suffisance du rituel d'Édouard VI, l'intention des consécrateurs, que tout cela était au moins douteux et, par une conséquence théologiquement certaine, que l'ordination de Parker devait être considérée comme nulle. Le doute même théorique entraîne ici pratiquement la nullité.

Léon XIII adressa, le 15 avril 1895, « *Ad Anglos* », une Lettre empreinte d'une si affectueuse bonté pour nos frères séparés, que le *Times* déclara « qu'un Pape aussi riche en expédients, se montrerait très accommodant. » Lord Halifax revint de Rome émerveillé de la largeur d'esprit du Saint Père. Une commission romaine fut instituée pour l'étude des Ordres anglicans. Présidée par le Cardinal Mazella, elle avait pour secrétaire Mgr Merly del Val et comprenait huit membres, dont quatre Anglais, deux Italiens, un Français et un Espagnol. Dom Gasquet, Mgr Gasparri, l'Abbé Duchesne en faisaient partie.

D'autre part, pour faire tomber les préjugés des Unionistes qui ne voyaient pas le vice radical de la hiérarchie anglaise, Léon XIII publia une seconde Lettre, en juin 1896, où il exposa, dans un langage calme et précis, ce qu'est en réalité la hiérarchie catholique instituée par le Christ. Après six semaines de travail, la commission communiqua le résultat de ses recherches au Pape qui, ayant fait siennes les conclusions, déclara, le 15 septembre 1896, que les ordinations faites d'après le rite anglican devaient être considérées comme entièrement invalides et nulles.¹³

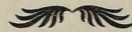
Pour beaucoup, l'Encyclique fut un coup de foudre, dit Mourré, mais, écrit Mgr de T'Serclaes, comparable à celui qui renversa Paul sur le chemin de Damas, bienfaisant. Les équivoques furent dissipées. Les catholiques qui redoutaient l'union engagée dans les malentendus furent rassurés. Les divisions s'accrochèrent parmi les Anglicans, la marche vers Rome fut accélérée. Une association universelle de prières fut fondée par décret pontifical, puis érigée en archi-confrérie, pour hâter l'union de l'Angleterre avec l'Église romaine. En 1903, le Cardinal Vaughan créa de son côté une Société de missionnaires chargés de travailler à la conversion des Anglais dissidents. La guerre a donné à ce mouvement une impulsion extraordinaire, on évalue à près de cinquante mille les retours des protestants anglais à la foi catholique depuis l'ouverture des hostilités.

La méthode des conversions individuelles, lente mais sûre, a prévalu jusqu'ici sur la politique de l'union en corps, « fort désirable en elle-même, observe judicieusement Mgr de T'Serclaes, mais simplement impossible... parce que l'adhésion elle-même de l'épiscopat anglican aux dogmes catholiques n'entraînerait aucunement la même adhésion chez les fidèles, qui, en vertu des principes de l'Église anglicane, ne se considéreraient nullement comme liés par les décisions des évêques ».

De la loyale attitude de Rome dans cette question, il est piquant de rapprocher l'attitude de lâche complaisance de l'Église orthodoxe. Naguère elle déclarait nulles les ordinations anglicanes non seulement pour les raisons de fait alléguées par Léon XIII, mais pour une prétendue raison de droit, affirmant à tort que l'hérésie effaçait le caractère sacerdotal, fût-il même validement reçu. Qu'à cela ne tienne ! Faisant litière de l'histoire, de la tradition, de ses propres principes, l'Église de Phanur, par l'organe de son patriarche Mélitios, proclama, en juin 1922, « son brûlant désir » de travailler à la fusion de l'orthodoxie et de l'anglicanisme, et, au mois d'août, reconnut officiellement la validité des ordinations anglicanes. Que voulez-vous ? Cette Église de Constantinople, ambitieuse mais peu fière, éblouie par les perspectives que lui ouvre sur l'avenir la présence des Anglais, n'a rien à lui

refuser, et, à ses yeux fascinés par la politique, les hérétiques d'hier se muent en orthodoxes d'aujourd'hui.

J. SCHYRGENS.



ITALIE

La réforme Gentile et l'Université catholique

Ce fut une belle audace de fonder, au lendemain de la guerre, l'Université catholique de Milan. La Providence en a richement récompensé les catholiques italiens.

Dans la dure situation faite à l'Italie par la guerre, la mauvaise paix et le socialisme bolchevisant, ils entreprirent de recruter des professeurs, des élèves et des capitaux pour un École de hautes études qui serait et qui semblait devoir rester durant de longues années totalement ignorée et méconnue par l'État. On vivait, en effet, sous le régime du monopole officiel de la collation des grades légaux.

Le R. P. Gemelli, principal fondateur et premier recteur de l'Université catholique, insistait bien sur le rôle scientifique de toute université digne de ce nom, rôle plus important et plus essentiel que la préparation aux carrières libérales. Il faisait bien appel à tous ceux qui peuvent distribuer des situations indépendamment de l'État : aux industriels, aux commerçants, aux banquiers, aux directeurs de journaux, aux chefs d'organismes sociaux ou politiques. Il osait même s'adresser à l'État et lui faire remarquer que les deux facultés de l'Université catholique de Milan — Sciences sociales et Philosophie — n'avaient leur équivalent dans aucune des universités de l'État. Nous ne sommes pas vos concurrents, disait-il aux maîtres de l'enseignement universitaire officiel. Nous voulons être vos collaborateurs. A certaines fonctions officielles, nous préparons plus exactement et plus complètement que vos facultés traditionnelles. Pourquoi l'État refuserait-il de reconnaître nos services et dédaignerait-il d'en profiter.

Ainsi parlait, à toute occasion favorable, le P. Gemelli. Mais il ne pouvait espérer le grand succès. Le succès relatif qu'il obtint est déjà bien digne de notre admiration.

Les ressources énormes furent trouvées qu'exigeaient l'achat des immeubles, la construction, l'aménagement selon les dernières exigences de la science moderne, la création de la bibliothèque, le paiement des professeurs. Mgr Ladeuze, qui était descendu, lors de son voyage à Rome au printemps 1923, faire visite à son collègue de Milan, sursauta, dit-on, visiblement, lorsque celui-ci lui communiqua les chiffres précis des dépenses effectuées pour l'organisation et l'entretien des deux seules facultés de la jeune Université.

Les élèves, non plus, ne manquèrent point. La première année, ils furent 104 : 41 étudiants et 12 auditeurs à la faculté des Sciences sociales ; 26 étudiants et 25 auditeurs à la faculté de Philosophie. La seconde année, le total fut de 117 : 18 du premier cours, 32 du second, plus six auditeurs en Sciences sociales ; 16 du premier cours, 17 du second, plus 28 auditeurs en philosophie.

Où, c'était là de remarquables résultats. Mais en examinant ces chiffres, on constate déjà un fléchissement de la première à la seconde année. Et tant que durerait la situation injuste et oppressive, tant que ne pointerait pas une lueur d'espérance et de véritable liberté, il fallait se résigner à une lutte héroïque et peu fructueuse.

* * *

Mais voici que le fascisme, qui a bouleversé et transformé tant de choses en Italie, a bouleversé et transformé également le régime scolaire du bas en haut de l'échelle. Il a proclamé la liberté d'enseignement. Chaque université, officielle aussi bien que privée, ne distribuera plus que des diplômes ayant uniquement la valeur que leur confère la réputation de la maison, la valeur de ses méthodes, de ses programmes et de ses maîtres actuels. Quant à l'habilitation aux fonctions contrôlées par l'État (de médecin, d'avocat, d'ingénieur, etc.), ou relevant directement de l'État (de notaire, de juge, d'officier de l'armée ou de la marine), elle sera désormais conférée par une institution gouvernementale indépendante du corps professoral universitaire, grâce à l'institution de l'examen d'État.

Nous avons exposé ce système d'examen d'État à propos de la réforme de l'enseignement secondaire. Il met tous les instituts sur le

piéd d'une égalité parfaite relativement à la collation et à la reconnaissance officielle des diplômes.

Sans doute, faut-il attribuer à ce changement de situation, le bond que vient de faire la population de l'Université catholique, bien que la réforme Gentile n'ait été publiée qu'au cours de l'été. L'année scolaire s'est ouverte avec un total de 283 : en Sciences sociales, 42 étudiants du premier cours, 16 du second, 32 du troisième, et en plus 6 auditeurs ; en Philosophie, 26 étudiants du premier cours, 15 du second, 17 du troisième, et 32 auditeurs ; en Lettres — car une nouvelle faculté vient d'être inaugurée — 41 étudiants et 31 auditeurs ; enfin 65 étudiants à l'Institut supérieur de pédagogie, également ouvert en novembre dernier.

On comprend la fierté avec laquelle le R. P. Gemelli constata ces progrès de l'Université catholique, et la joie avec laquelle il salua l'aube de la liberté.

* * *

L'aube de la liberté, disons-nous. Car ce n'est que l'aube, et la loi Gentile appelle les réserves les plus formelles. Le P. Gemelli n'a pas manqué de les faire, très discrètement et délicatement dans son discours inaugural, qu'il prononça devant une brillante assemblée dans laquelle le monde officiel était largement représenté, plus nettement dans un article de *Vita e Pensiero* de décembre, sous le titre : *La riforma universitaria di Giovanni Gentile*.

Sans égalité, il n'existe pas de liberté complète. Or l'enseignement universitaire privé ne reçoit absolument aucune subvention du gouvernement italien. En outre, l'État fasciste s'arroge non seulement un droit de contrôle illimité, mais il se réserve la nomination du corps enseignant des universités libres aussi bien que des universités officielles. L'université présente, le gouvernement nomme les professeurs. Pratiquement, les choses s'arrangeront d'ordinaire très bien, du moins peut-on l'espérer, le gouvernement fasciste étant et se montrant excellentement disposé à l'égard du catholicisme. Mais le principe, mais la disposition de loi sont absolument inadmissibles. En somme, l'enseignement officiel reçoit de Gentile une large autonomie, tandis que l'enseignement libre est en partie étatisé.

Cependant, il reste certain que la situation actuelle est franchement meilleure que celle qui l'a précédée, et que le fascisme est plus favorable à l'enseignement catholique et à la liberté que le libéralisme.

* * *

La chose est d'autant plus remarquable que cette réforme a été inspirée à Gentile par la plus absurde des doctrines : l'idéalisme hégélien.

Gentile n'est pas un pur fasciste. C'est une compétence assumée par le fascisme. Il détonne quelque peu dans le gouvernement mussolinien. Ses confrères, y compris Mussolini, sont des hommes d'instinct, de profond instinct national, plutôt que de doctrine. Gentile est un homme de doctrine. Il se fait que les conclusions pratiques tirées par cet homme de sa doctrine coïncident assez bien avec les aspirations instinctives de l'âme fasciste et même, partiellement, avec les intérêts catholiques. Que les philosophes ont donc raison de dire : *ex absurdo sequitur quodlibet*, d'un principe faux peut sortir logiquement n'importe quoi, même la vérité, du moins une part de vérité.

N'imaginez pas que Gentile ait conçu et réalisé sa réforme de l'enseignement par sympathie pour le catholicisme. Il a été mu au contraire par ses convictions — nous ne disons pas ses sentiments — anticatholiques. N'attendez pas, sous Gentile, la rentrée triomphale du cours de religion dans les programmes ou des crucifix dans les classes de l'enseignement moyen ou de l'université, à l'exemple de ce qui s'est fait pour l'enseignement primaire. Gentile accorde à la religion catholique, non pas une certaine vérité ni même une certaine efficacité morale ou éducative absolue, mais une faculté d'élevation et d'idéalisation de l'âme enfantine, rien de plus. La pensée catholique, à son avis, c'est très bien, pourvu qu'on en sorte. Il lui donne son estime un peu comme nous donnons la nôtre au bergsonisme, qui a libéré de nombreux esprits du positivisme matérialiste et les a mis sur le chemin de la vérité.

* * *

Dernière réflexion. Voilà donc un philosophe hégélien qui fait à sa philosophie l'honneur d'y croire pratiquement et de s'en inspirer pour remplir sa haute mission. Personne ne paraît s'en offusquer. Quelle

leçon pour tant de catholiques qui n'ont jamais fait pareil honneur à la doctrine de Notre Seigneur Jésus-Christ et de l'Église !

LOUIS PICARD.

Des textes.

Pour qu'on ne taxe pas d'exagération les derniers paragraphes de l'article ci-dessus, voici quelques phrases de Gentile lui-même. Elles sont extraites de discours ou d'écrits de Gentile philosophe et professeur. Mais Gentile Ministre de l'Instruction publique, non seulement ne les a pas rétractées, mais il ne dissimule pas qu'il dirige l'enseignement italien à la lumière des doctrines qu'il a toujours professées.

« Aujourd'hui seulement nous savons vraiment qu'une vérité révélée ou, ce qui revient au même, une science déjà déterminée comme existant en dehors de nous, est une absurdité, une contradiction dans les termes ; et c'est pourquoi nous sentons si vivement le besoin de transformer jusqu'aux fondements nos universités (1). »

« Universités, professeurs, étudiants, nous devons être mis dans les conditions nécessaires pour la cultiver, cette science, dont prend souvent, trop souvent la place une falsification baroque, je dirai même corruptrice des esprits et des cœurs : la science des programmes, la science des manuels, la science emmagasinée, la science qui reste suspendue au-dessus de nos têtes, jeunes ou vieilles. Non, notre science, la seule que nous voulions reconnaître, est en nous, elle germe en nous, et elle ne peut germer, vivante et viable, que du fond de notre âme. »

« Je prétends que l'État a une mission d'enseignement. Je le prétends, non point parce que l'État est neutre et dogmatiquement impartial. Oh non, si j'étais partisan de cette indifférence dogmatique de l'État, je m'empresserais de me ranger avec les catholiques contre la sottise prétention du laïcisme agnostique. Je pense au contraire que l'État a une mission d'enseigner parce qu'il possède, non pas une religion dogmatique, mais mieux qu'une religion, une philosophie. L'État a sa foi, lui aussi, foi qui diffère de la foi religieuse en ce que son objet ne dépasse pas la raison et la volonté humaines.

« La philosophie de l'État peut n'être pas consciente ni explicite dans l'esprit des gouvernants, mais elle n'est point pour autant absente de la substance spirituelle qui fait la valeur de l'État et qui, si elle n'est pas réalisée dans les dirigeants, vit dans tout l'organisme des forces politiques. Et l'on pourrait dire que cette philosophie est la loi fondamentale de l'État si elle ne vivait pas réellement dans cette conscience à la fois multiple et unique et, comme telle, évoluant sans cesse, qui est la conscience d'un peuple. C'est un concept, c'est un principe, c'est un point de vue synthétique d'où toute la vie de l'État tire continuellement son inspiration et ses directives.

« Donc l'État, qui est affirmation de sa propre valeur comme volonté humaine, indépendante de tout contenu particulier d'une foi religieuse, et qui ne peut renoncer à affirmer comme sa propre création immanente, cette valeur, sans abdiquer son autonomie et sans se subordonner — ce qu'aucun État moderne n'est disposé à consentir — à un principe supérieur, cet État a une foi, c'est-à-dire un concept auquel est lié sa propre existence. Et ce concept est un concept philosophique, celui-ci : que la volonté, quoique apparemment limitée, est une réalité absolue, sans cela, elle ne pourrait s'arroger de valeur d'aucune sorte.

« Par conséquent, dire que l'État est incompetent en matière d'enseignement parce qu'il n'est pas un organe de doctrine, mais d'action, dire cela, c'est montrer qu'on ignore la nature de l'État. Et si l'État importe une certaine doctrine, s'il importe l'affirmation de certains concepts qui se récapitulent tous dans le concept fondamental que j'ai exprimé ci-dessus, la conséquence évidente est que l'État se conserve (vit, se maintient, se développe) dans la mesure où se conserve, en se fécondant, sa doctrine. Se désintéresser de cette doctrine signifierait pour l'État se déclarer indifférent à être ou à n'être pas. L'État a toujours enseigné dans la mesure où il a eu conscience de sa nature, et il ne pourra jamais cesser d'enseigner.

(1) *Il concetto moderno della scienza e il problema universitario* (Roma, Libreria di cultura, 1921.) Discours inaugural prononcé à l'Université de Rome en novembre 1920 et consacré précisément à la nécessité d'une réforme de l'enseignement universitaire. Les autres citations que nous produisons sont du même morceau ou des discours et écrits de Gentile recueillis dans le volume *Il problema scolastico del dopo guerra* (Napoli, Enrico Ricciardi).

ANGLETERRE

Les conversations de Malines

Voici la traduction de la lettre par laquelle l'Archevêque de Cantorbéry révéla à l'Angleterre les conversations de Malines :

Sa Grandeur adresse sa lettre à tous les archevêques et métropolitains de communion anglicane. Le document traite tout d'abord de la réunion de l'Anglicanisme avec divers autres groupements protestants dans le monde entier, et avec les groupements schismatiques d'Orient. Après quoi la lettre continue ainsi :

« En plus de tout cela, il y a la question — par certains côtés d'importance primordiale — des relations de l'Église d'Angleterre avec l'Église romaine. Vous serez d'accord avec moi, pour envisager ce sujet comme séparé des autres problèmes de la Réunion des Églises, et ce, non seulement par l'histoire des siècles de vie anglaise, mais par des revendications et des déclarations toutes actuelles. Et ici nous nous heurtons au fait que, tant chez nous que dans les Dominions d'outre-mer, il existe par rapport à cette question, des passions latentes ou éveillées qu'on peut aisément s'expliquer, mais qu'il est bien difficile de calmer une fois soulevées. Moi-même, on m'a prévenu plus d'une fois, qu'il ne serait pas sage de toucher à cette matière. Il est des gens qui affirment que « même si l'occasion s'en offrait », il serait plus simple et plus sûr de n'y toucher en aucune façon.

C'est possible, mais vous et moi sommes intéressés à « l'appel à tous les chrétiens », et je trouve, au moins en ce qui me concerne, qu'il est difficile de concilier ce document avec une politique d'apathie ou de timidité vis-à-vis de la question catholique romaine. Nous sommes liés par les mots et l'esprit de l'« Appel ». Il y a plus. Il y a ce qui fut dit, sur ce sujet, par le Comité de cette même conférence de Lambeth en 1920. Nous avons affirmé alors être disposés à accueillir toute discussion amicale entre des catholiques et des anglicans qui serait organisée. Je n'ai aucun droit d'affirmer que les déclarations de la conférence de Lambeth ont influencé l'opinion catholique, mais je suis certain que ces déclarations ont augmenté nos responsabilités en la matière.

C'est donc avec satisfaction, que j'ai appris, il y a deux ans, qu'une conférence ou conversation privée allait avoir lieu à Malines, entre le Cardinal Mercier, le vénéré archevêque de Malines et quelques Anglicans, qui devaient se réunir sous son toit, en vue d'une discussion sur les vieilles barrières bien connues qui séparent l'Église d'Angleterre de celle de Rome. Quoique n'étant pour rien dans cet arrangement et n'en ayant même pas officiellement connaissance, je fus courtoisement informé de la visite projetée ; on me communiqua de même les noms des personnes devant participer à cette discussion non-officielle : du côté anglican : le docteur Armitage Robinson, doyen de Wells ; le docteur Walter Frere et Lord Halifax ; du côté catholique romain : S. E. le Cardinal, Mgr van Roey, vicaire général et l'Abbé Portal.

De l'entretien qui eut lieu, je fus informé en substance par le Cardinal et par mes amis anglicans. Il a porté nécessairement et en grande partie sur la position et les revendications du Siège Romain ; autrement dit, sur la primauté du Pape. On a discuté un memorandum sur cette question et d'autres analogues, memorandum préparé par le groupe anglican ; et l'« Appel à tous les Chrétiens », de la Conférence de Lambeth fut examiné, paragraphe par paragraphe.

Il fut alors proposé, en vue d'un second voyage (à Malines), de demander aux deux archevêques anglais, de désigner officiellement des délégués et de suggérer les lignes principales de la discussion future. Je n'ai pas cru pouvoir le faire ; mais au cours de la correspondance qui s'en suivit, je me suis déclaré prêt à prendre officiellement connaissance des arrangements, à condition que le Vatican agisse de même. Ayant reçu, après correspondance, satisfaction sur ce point, je pris « amicalement connaissance », (c'est cette expression qui a été employée), d'une seconde visite à Malines, du groupe anglican, en mars 1923. Le groupe reçut de nouveau une aimable hospitalité : courtoisement donnée et accueillie avec reconnaissance.

A cette occasion, l'entretien a porté en partie sur certains grands problèmes qui pourraient surgir si l'on pouvait arriver à quelque accord sur les grandes questions de doctrine et d'histoire séparant les deux Églises.

Il fut décidé de tenir une troisième conférence ; et le désir fut exprimé des deux côtés, d'une augmentation du nombre des personnes y prenant part ; aussi ai-je pris la responsabilité d'inviter positivement

le docteur Charles Gore, ex-évêque d'Oxford et le docteur Kidd, directeur de Keble College, à se joindre au groupe anglican ; tous les deux s'étaient spécialement occupés de la question Romaine.

Cette circonstance augmenta ma responsabilité en cette affaire ; et je me trouvai d'accord avec son Eminence le Cardinal, de même qu'avec les membres du groupe original, pour insister sur le point suivant : avant toute discussion sur les questions administratives pouvant surgir, toute l'attention devait être concentrée sur les grands problèmes doctrinaux et historiques qui sont en question entre les deux Églises. »

Certains memoranda furent préparés et mis en circulation (et ici l'Archevêque insère l'observation suivante :

« Pour éviter un malentendu, je devrais peut-être expliquer que la seconde brochure de Lord Halifax, intitulée *Considérations nouvelles en faveur de la Réunion*, a été publiée indépendamment pour exprimer ses vues personnelles sur certains points ayant trait à l'origine et au développement de la papauté. Ses collègues anglicans à Malines ne partageant pas ce point de vue, ainsi que leurs écrits le démontrent.

J'ai eu l'avantage de conférer personnellement à Lambeth avec les cinq anglicans devant prendre part à la troisième conférence, et aussi avec quelques-uns de mes amis et conseillers, que j'avais invités à les rencontrer.

J'ai toujours considéré comme important que nos représentants prenant part à des conférences, soit avec des membres des Églises libres, soit avec des orthodoxes, soit avec des catholiques romains, se souviennent que si, chaque individu demeure libre d'exprimer ses propres opinions, il ne s'agit pas en l'espèce de ce qu'un individu peut penser, mais bien de ce que le grand groupement anglican a affirmé dans le passé ou affirmera vraisemblablement dans l'avenir.

Comme je m'y attendais, j'ai constaté que nos voyageurs de Malines étaient peu enclins à oublier ce que la position historique anglicane et ses revendications avaient été dans le passé, telles par exemple qu'elles furent formulées par les grands théologiens du 16^{me} et du 17^{me} siècle ; et cette position, nous ne songeons pas à la modifier ou à l'affaiblir aujourd'hui.

Il m'a semblé que nous devions aux membres catholiques romains de la Conférence de Malines (ils s'étaient augmentés de Mgr Batiffol et de l'abbé Hemmer) de formuler de façon non équivoque ce que nous croyons être la fermeté et la cohérence de notre doctrine et de notre système anglicans.

A la suite de ces arrangements, la troisième Conférence de Malines a eu lieu il y a quelques semaines ; même hospitalité courtoise que précédemment. Le temps a fait défaut pour peser de façon adéquate les comptes rendus de ce qui s'y est dit, encore moins les divergences non résolues qui se sont manifestées à la suite de ces entretiens ; mais je dois dire tout de suite que, comme c'était inévitable, les discussions en sont encore à un stage tout élémentaire, et qu'autant que je puis m'en rendre compte, on ne peut encore se faire une idée de leur importance ultime.

Inutile de dire qu'on n'a pas tenté d'entamer ce qu'on pourrait appeler des « négociations » de n'importe quel genre. Les Anglicans qui, pleinement encouragés par moi, ont pris part aux conférences ne sont à aucun point de vue des délégués ni des représentants de l'Église en son entier. Je n'avais ni le désir, ni le droit de leur donner ce caractère. On est pleinement d'accord là-dessus, de part et d'autre.

Ils n'ont tâché que de formuler à nouveau des questions controversées et d'élucider des difficultés. Et il me semble indubitable que, la Providence divine aidant, il résultera du bien de ce seul fait que des hommes tout particulièrement qualifiés pour cette tâche se sont, dans une atmosphère de bonne volonté réciproque, entretenus calmement et librement avec un groupe de théologiens catholiques romains tout aussi qualifiés.

» De nouveaux plans n'ont pas encore été préparés ; mais il me semble impossible de douter que des entretiens qui ont déjà eu lieu des conversations nouvelles résulteront. Tout au moins avons-nous tâché en cette question, comme en d'autres, de donner suite aux recommandations formelles de la Conférence de Lambeth nous engageant « à inviter les autorités d'autres Églises à conférer, avec nous, sur la possibilité de démarches définitives en vue d'un effort commun... pour restaurer l'unité de l'Église du Christ. »

Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000 Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Forts.

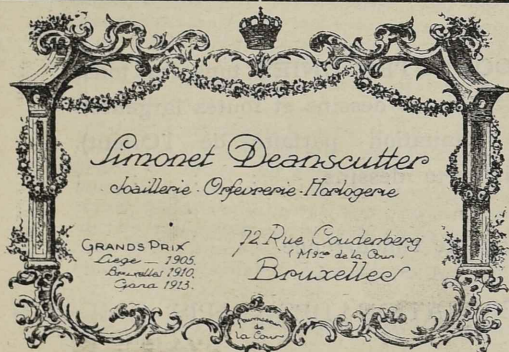
BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Sainctelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



L'ESCAUT

COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES

CONTRE

**l'Incendie et
les accidents
de toute nature**

FONDÉE A ANVERS EN 1821

AU CAPITAL DE **4,200,000 Francs**

Agences dans tout le pays

SIÈGE SOCIAL A ANVERS

10, rue de la Bourse, 10

Directeur : N. DIERCXSSENS

A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire. 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.

CHOCOLAT**DU C ANVERS**LA GRANDE
MARQUE BELGELa marque qui se trouve sur tous
nos Gramophones et Disques.*C'est le symbole de la suprématie*Demandez nos Catalogues
et l'adresse du revendeur le plus proche**C^{ie} française du Gramophone**
BRUXELLES
171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Écuyer
42, Place de Meir. — An ers**VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur**

MAISON FONDÉE EN 1-73

-: **François VAN NES** Successeur :-

13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES TÉL. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

Polit et préserve
vos
Meubles
Linoleums
Parquets
Carosseries
d'Automobiles

Fabriqué par THE NUGGET Polish C^o

LA MAISON DU TAPIS

BENEZRA

Rue de l'Écuyer. 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15



TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défont à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS